



**Observatoire de l'Action
Gouvernementale**

*Siège social : Bujumbura -Burundi **

B.P.:3113 Bujumbura Tél.:22 21 88 20

*E-mail:oaq@cbinet.net * Site Web:www.oaq.bj*



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Forum pour le Renforcement
de la Société Civile

**Evaluation des progrès de mise en œuvre du CSLP II à l'issue
des deux premières années (2012 et 2013) au niveau national
et au niveau local, cas de la Province de Kayanza.**

Bujumbura, septembre 2014

Remerciements

Au terme de cette étude, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale tient à remercier le Consultant, Lazare GAHUNGU, pour son apport précieux dans la réalisation de cette analyse.

Ses remerciements vont également à l'endroit des membres du comité de pilotage en l'occurrence :

Madame KANA Pascasie, membre de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale et membre du comité de pilotage de cette étude ;

Monsieur Richard SAHINGUVU, membre de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale et membre du comité de pilotage de cette étude ;

Monsieur Gilbert NIYONGABO, Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et Administratives de l'Université du Burundi et lecteur critique de cette étude ;

Monsieur Léon NIMBONA, Secrétaire Permanent des Réformes Economiques et Sociales et lecteur critique de cette étude ;

Monsieur Déogratias NZUNOGERA, Chargé de Programmes à l'Observatoire de l'Action Gouvernementale et membre du comité de pilotage de cette étude.

Enfin, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale exprime sa profonde gratitude à l'endroit de la Coopération Suisse pour son appui financier.

Table des matières

N°	Matières	Page
	Remerciement.....	3
	Tables des matières.....	5
	Sigles et abréviations.....	7
	Liste des tableaux	11
	Liste des graphiques.....	13
	Résumé exécutif du rapport.....	15
	Introduction.....	27
	Chapitre I : Généralités sur la conduite de l'étude.....	29
1.1.	Cadre et Objet de l'Etude.....	29
1.2.	Cadre et Objet de l'Etude.....	29
1.3.	Facilités rencontrées.....	31
1.4.	Contraintes rencontrées.....	31
	Chapitre II : ANALYSE DES MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE DU CSLP II.....	35
2.1.	Mise en œuvre du CSLP II au niveau national.....	35
2.2.	Mise en œuvre du CSLP II au niveau local : Cas de la province Kayanza.....	42
2.3.	Conclusion sur le Chapitre.....	50
	Chapitre III : Analyse des progrès réalisés dans la mise en œuvre CSLP II.....	53
3.1.	Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre.....	54
3.2.	Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue.....	62

3.3.	Amélioration du taux d'accès et de la qualité des services de base et protection sociale.....	83
3.4.	Gestion rationnelle de l'espace et de l'environnement pour un développement durable.....	106
	Chapitre IV : Propositions pour améliorer la mise en œuvre du CSLP II.....	110
4.1.	Propositions sur les outils de la mise en œuvre du CSLP II à Kayanza.....	110
4.2.	Propositions spécifiques aux axes stratégiques.....	113
4.3.	Projet de feuille de route pour la mise en œuvre des principales actions.....	121
4.4.	Conclusions et recommandations.....	122

Sigles et abréviations

ACSA	: Agent Communautaire de la Santé Animale.
AEP	: Alimentation en Eau Potable.
AHR	: Agence de l'Hydraulique Rurale.
APP	: Antenne Provinciale du Plan
ARV	: Antirétroviraux.
BFP	: Borne Fontaine Publique.
BPMCA	: Bureau Provincial du Mouvement Coopératif et Associatif
BPS	: Bureau Provincial de la Santé.
CAE	: Communauté de l'Afrique de l'Est.
CDFC	: Centre de Développement Familial et Communautaire
CDS	: Centre de Santé.
CCDC	: Comité Communal de Développement Communautaire.
CDC	: Comité de Développement Communautaire.
CPDC	: Comité Provincial de Développement Communautaire.
CSLP I	: Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté, première génération.
CSLP II	: Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté, deuxième génération.
CTB	: Coopération Technique Belge
DCE	: Direction Communale de l'Enseignement.
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage.
DPE	: Direction Provinciale de l'Enseignement.
EGRA	: Early Grade Reading Assessment.
FBU	: Francs Burundais
GWH	: Giga Watt Heure
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
MICS	: Multiple Indicator Cluster Surveys
NV	: Nouvelles Naissances
OAG	: Observatoire de l'Action Gouvernementale
OCIBU	: Office des Cultures Industrielles du Burundi
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé

PAA	: Plan d'Action Annuel
PADLPC-CIBITOKÉ	: Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local et la Participation Citoyenne en Province de Cibitoke
PADDL/K	: Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local de la Province Kayanza
PADDL/N	: Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local de la Province Ngozi
PAI	: Plan Annuel d'Investissement
PCDC I	: Plan Communal de Développement Communautaire, première génération
PCDC II	: Plan Communal de Développement Communautaire, deuxième génération
PIB	: Produit Intérieur Brut
PRODEFI	: Programme de Développement des Filières
PSA	: Petites Sources Aménagées
PTBA	: Programme de Travail et le Budget Annuel
PTME	: Protection Transmission Mère-Enfant
PTPCE	: Projet de Travaux Publics et de Création d'Emplois
PTPGU	: Projet de Travaux Publics et de Gestion Urbaine
PVVIH/SIDA	: Personnes Vivant avec le Virus de l'Immuno Déficience Humaine/Syndrome d'Immuno Déficience Acquise.
RAEP	: Réseau Adduction d'Eau Potable
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RN	: Route National
RP	: Route Provinciale.
SDAU	: Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme pour la ville de Bujumbura
SOGESTAL	: Société de Gestion et de Lavage
SEP/CNLS	: Secrétariat Permanent du Comité National de Lutte contre le Sida.

SP/REFES	: Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales
SNA	: Source Non Aménagée
TBA	: Taux Bruts d'Admission
TNA	: Taux Nets d'Admission
TAP	: Taux d'Achèvement à l'Ecole Primaire
TBS	: Taux Bruts de Scolarisation
TNS	: Taux Nets de scolarisation
VBG	: Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	: Virus de l'Immuno Déficience Humaine/Syndrome d'Immuno Déficience Acquise

Liste des tableaux

- Tableau n° 1 : Parts relatives budgétaires pour la mise en œuvre du CSLP II
- Tableau n° 2 : Allocations Sectorielles des Budgets 2012 et 2013
- Tableau n° 3 : Découpage administratif de la Province de Kayanza
- Tableau n° 4 : Résultats de l'évaluation des performances des communes en 2012 par score.
- Tableau n° 5 : Structure de financement des PCDC de la Province ' Kayanza
- Tableau n° 6 : Budgets des communes de la Province Kayanza de 2009-2013
- Tableau n° 7 : Traitement des dossiers judiciaires au cours des 2 dernières années
- Tableau n° 8 : Taux de scolarisation des filles et participation des femmes dans les organes
- Tableau n° 9 : Evolution de la production des cultures vivrières en 2012 et 2013
- Tableau n° 10 : Evolution de la production des cultures maraichères 2012-2013
- Tableau n° 11 : Nombre de têtes de bétail pour 100 ménages dans la province de Kayanza
- Tableau n°12 : Survivance des bêtes dans les communes de la province de Kayanza
- Tableau n°13 :Organisation des activités artisanales en province de Kayanza.
- Tableau n°14 a : Evolution du TBS par sexe entre 2009/2010 et 2012/2013
- Tableau n°14 b : Proportion de redoublants par sexe entre 2009/2010 et 2012/2013
- Tableau n°14 c : Evolution du TAP par province et par sexe entre 2009/2010 et 2012/2013
- Tableau n°14 d : % de salles de classes et groupes pédagogiques pratiquant la double vacation par province
- Tableau n° 15 : Evolution des ratios sur les années scolaires 2011-2014 dans Kayanza au primaire.

- Tableau n° 16 : Evolution des ratios sur les années scolaires 2011-2014 dans Kayanza au secondaire
- Tableau n° 17 : Réalisations dans le secteur de l'éducation en 2013.
- Tableau n° 18 : Situation sanitaire en province de Kayanza sur base des indicateurs du CSLP II
- Tableau n° 19 : Evolution des cas de paludisme dans Kayanza de 2010 à 2012
- Tableau n° 20 : Taux de couverture en eau potable de la Province Kayanza en 2013.
- Tableau n° 21 : Matrice de la feuille de route des principales actions proposées.

Liste des graphiques

Graphique n° 1 : Densité des communes de la province Kayanza en 2012

Graphique n° 2 : Taux brut d'achèvement dans la Province de Kayanza

Résumé exécutif

Dans le cadre de ses Missions, l'OAG a initié l'étude d'évaluation des progrès réalisés à l'issue des deux premières années, de mise en œuvre du CSLPII, au niveau national et au niveau local, cas de la Province de KAYANZA.

Ayant pour but, de contribuer à l'amélioration de la gouvernance, par la mise en œuvre réussie et cohérente du CSLPII, au niveau national et au niveau local, l'Etude a mené une analyse sur les progrès réalisés, dans le cadre de cet outil, tant au niveau national qu'au niveau local, avec le cas précis de la Province de KAYANZA.

Celle-ci a été centrée sur(i) une évaluation des mécanismes de mise en œuvre du CSLPII ; (ii) une analyse sur le niveau de réalisation des moteurs de croissance économique identifiés par le CSLP II tant au niveau national qu'au niveau de la province de KAYANZA ; (iii) une formulation de propositions en vue de l'amélioration de la mise en œuvre du CSLP II et (iv) une proposition de feuille de route pour la mise en œuvre des principales recommandations.

A son terme, l'étude a révélé qu'au niveau des mécanismes, le CSLPII, en tant qu'instrument de planification, d'exécution et de suivi-évaluation de la croissance économique au niveau national, répond aux besoins des populations burundaises par la mise en œuvre des objectifs définis à travers ses quatre (4) axes stratégiques.

Au niveau local, notamment dans la province Kayanza, les mécanismes de planification, d'exécution et de suivi-évaluation du développement sont définis à travers les PCDC.

A cette étape de l'étude, quelques constatations sont dégagées. La première constatation réside dans le décalage du temps entre le CSLP et les PCDC dans les communes de la Province Kayanza. En effet, la mise en œuvre du CSLP II, s'étendra sur les deux dernières années (2012 et 2013)

de mise en exécution des PCDC I et les trois premières années des PCDC II (2014 à 2016).

A l'évaluation finale du CSLP II, les PCDC II en Province de Kayanza seront encore en exécution pour une durée supplémentaire de deux années.

La deuxième constatation relevée est en rapport avec le besoin d'articulation totale entre les axes stratégiques, les objectifs et les résultats du CSLP II avec ceux des PCDC des communes de la Province Kayanza. Il s'agit ici d'une question de réaménagement des documents disponibles dans la mesure où pour l'essentiel, les axes stratégiques du CSLP II sont repris dans les PCDC II de la Province Kayanza.

La troisième constatation est en rapport avec le niveau relativement limité de l'implication de l'échelon provincial dans la mise en œuvre du CSLP II dans la Province de Kayanza.

Pour ce qui est de l'analyse des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CSLP II, l'Étude a basé son évaluation sur les résultats atteints dans la province de Kayanza par rapport aux indicateurs définis pour les différents objectifs fixés pour chacun des quatre principaux axes stratégiques du CSLP II.

Par rapport à l'axe stratégique n°1, en ce qui concerne le renforcement de la Justice et de l'Etat de Droit, l'Étude note qu'en province de Kayanza, l'exemple de la commune Butaganzwa qui atteint un taux de 91% des dossiers jugés et celui de 93,9% des jugements exécutés alors que c'est la même commune qui enregistre le plus grand volume d'affaires (20% par rapport à toute la Province de Kayanza) pourrait inspirer les autres communes comme Kayanza, Rango, Gahombo et Kabarore dont les taux paraissent encore relativement faibles .

En cette matière, l'étude recommande aux instances judiciaires de Kayanza aux différents niveaux, une attention plus soutenue pour l'exécution au cours

de la même année, des jugements rendus et qui ne seraient pas introduits en appels, au niveau des juridictions hiérarchiquement supérieures.

En ce qui concerne la promotion des droits de l'homme, il est proposé la mise en place du comité provincial des droits de l'homme avant la fin de cette année, conformément aux orientations du CSLP II dans ce secteur.

Par rapport à la promotion de la bonne gouvernance, l'étude recommande l'harmonisation de l'approche et de l'outil à utiliser pour bien mener son évaluation sur base de critères objectifs et facilement vérifiables et observables. Cette approche et cet outil seraient conçus et produits dans un cadre concerté au niveau des services des Ministères en charge du Développement Communal, de l'Intérieur, de la Planification et du Développement Economique avec la participation active des PTF qui appuient le développement.

Pour ce qui est de l'axe stratégique n°2, l'étude rappelle son importance quant à la mise en œuvre cohérente et conséquente du CSLP II et ses résultats. Elle rappelle qu'en termes d'allocations budgétaires, la part de l'axe stratégique n°2 est la plus élevée des moyennes annuelles comparée aux parts d'autres axes stratégiques.

L'étude fait remarquer au Gouvernement et à ses PTF que le poids des allocations budgétaires prévus pour cet axe n'a pas été atteint au cours des années 2012 et 2013. Pour 2013, l'allocation affectée a diminué de 7% par rapport aux prévisions. Des corrections devaient être rapidement apportées pour les années suivantes.

Pour le cas des communes de la province Kayanza, il est noté que pour l'estimation des financements prévisionnels de mise en œuvre de leurs PCDC II, les parts relatives à l'axe stratégique n°2 représentent plus de 50% du montant total prévu.

Mais aussi, il faut attirer l'attention des communes sur les volumes de financement relativement considérables pour la mise en œuvre de leurs

PCDC eu égard à leurs capacités de mobilisation de ressources endogènes et exogènes et compte tenu du temps dont elles disposent pour l'exécution de leurs programmes et projets prioritaires.

En termes de résultats atteints au cours des deux premières années, l'étude relève que globalement, en province de Kayanza, par rapport aux cultures vivrières, la production de 2013 a connu une augmentation par rapport à 2012 à cause surtout de la culture de banane dont la production a été multipliée par 2,6. La tendance n'a malheureusement pas été la même pour la production des cultures maraichères à cause surtout de la tomate et de la carotte dont les productions de 2013 ont diminué de 79% et 96% respectivement par rapport à 2012.

Pour les cultures d'exportation, l'étude recommande un peu plus de rigueur dans la tenue des données statistiques des productions annuelles dans chaque commune pour le café et le thé.

Par rapport au secteur minier considéré également comme moteur de la croissance économique dans la province de Kayanza, l'étude recommande la mise en application de la Loi n°1/21 du 15 Octobre 2013 portant Code Minier du Burundi, spécialement au niveau de ses articles 148 et 151.

Certaines communes de la province Kayanza comme Kabarore, Muruta, Kayanza, Matongo et Gatara disposent en effet de potentialités minières déjà en exploitation. Elles pourraient tirer plus de recettes de ce secteur avec la mise en application de la nouvelle réglementation relative à la gestion des ressources minières au Burundi. Le Ministère en charge des Mines, produirait avec diligence ces instruments qui permettraient aux Communes de percevoir les redevances indiquées dans la Loi ci-haut mentionnée.

S'agissant de l'axe stratégique n°3, lié à l'amélioration de la qualité et de la quantité des services de base, l'étude a relevé que par rapport au système éducatif, la forte proportion d'écoles primaires, pratiquant la double vacation, estimées à environ 52,3%, altèrent fortement la qualité de l'enseignement.

Les groupes pédagogiques soumis au régime de la double vacation au cours de l'année scolaire 2011/2012, ont réduit à moins de 700 heures, le nombre d'heures d'enseignement par année. Les normes indiquent 1200 heures.

Au niveau de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Kayanza, il s'observe aussi, une surpopulation dans toutes les écoles primaires, surtout dans les classes de première et deuxième années. Les situations les plus alarmantes se retrouvent dans les communes de Muhanga, Kayanza et Muruta.

Par rapport au secteur de la santé, la situation au Burundi, reste préoccupante, dans la mesure où, l'espérance de vie à la naissance, limitée à environ 51 ans en 2012, reste en dessous de la moyenne africaine qui est de 58 ans.

L'accès des populations, à l'eau potable en quantité suffisante est un des premiers facteurs d'amélioration de leurs conditions de vie. L'actuel taux de couverture, surtout en milieu rural qui n'atteint pas encore 60% au niveau national a besoin d'être relevé.

En province de Kayanza, le potentiel hydraulique disponible, pourrait assurer le taux de 100% de l'alimentation en eau potable de ses populations dans le cadre du CSLP II. Il suffit d'entreprendre des programmes de réhabilitation des PSA dégradées et de construction de nouvelles surtout dans les communes de Gatara, Gahombo et Muruta pour relever leurs taux de couverture qui sont encore inférieures 50% pour passer de la moyenne actuelle de la province de 64% à 70% en 2015 ; 80% en 2016 ; 90% en 2017 ; 100% en 2018 ;

En matière, de maîtrise de la pression démographique et de la lutte contre le VIH/SIDA, à la suite des considérations portées sur les taux actuels de croissance démographique et de la séroprévalence dans les communes de Kayanza, l'étude insiste sur le besoin d'organisation des actions d'information, d'éducation et de communication à mener en vue de la

réduction significative des taux de croissance démographique et de séroprévalence actuellement observés. Ils sont respectivement de 2,4% et 1,7% pour la croissance démographique et pour la séroprévalence.

Pour l'axe stratégique n°4, le potentiel hydraulique qu'offre le Burundi en général, et la province de Kayanza en particulier, accompagné par de bonnes études socio-économiques et d'évaluation des impacts socio-environnementaux, constitue un grand facteur, de construction des infrastructures d'alimentation en eau potable, des infrastructures de production de l'énergie électrique ainsi que des infrastructures de production agro-pastorale.

A la fin, au niveau du chapitre IV, l'étude suggère quelques actions à entreprendre, aussi bien en rapport, avec l'amélioration des mécanismes de mise en œuvre du CSLP II que celles visant de meilleurs résultats pour les différents axes stratégiques de façon spécifique.

Une feuille de route, présentée sous forme de matrice, indique ces principales actions, les personnes et structures qui sont responsables de leur mise en œuvre ainsi que les périodes probables de leur mise en exécution.

En guise de conclusion et de recommandations, l'étude suggère au lecteur quelques unes telles qu'elles sont reprises dans les lignes qui suivent.

Par rapport aux conclusions, l'analyse révèle qu'au niveau des mécanismes, le CSLP II, en tant qu'instrument de planification, d'exécution et de suivi évaluation de la croissance économique au niveau national, répond aux besoins des populations burundaises par la mise en œuvre des objectifs définis à travers ses quatre (4) axes stratégiques.

Au niveau local, notamment dans la province Kayanza, les mécanismes de planification, d'exécution et de suivi évaluation du développement sont définis à travers les PCDC élaborés et adoptés à la suite d'un processus

participatif et inclusif qui intègre toutes les composantes de la population y compris les représentants des groupes vulnérables.

Aussi, à l'analyse des résultats enregistrés au cours des premières années, de mise en œuvre du CSLP II dans ses différents axes au niveau national, il est observé que le resserrement des appuis budgétaires et la morosité des systèmes financiers internationaux ont maintenu encore à un bas niveau, les performances escomptées dans le cadre du CSLP II. Le taux de croissance réalisé en 2012, n'est que de 4,0% contre celui de 5,2% projeté et rien n'indique, que celui de 8,2% projeté pour 2015 sera atteint.

Etant donné l'importance des ressources à mobiliser pour une véritable transformation de l'économie burundaise et une nette accélération de la production des secteurs porteurs de croissance, que le CSLP II privilégie, la mise en œuvre de cet outil ne sera pleinement assurée que quand tous les financements prévus, surtout ceux qui sont investis par les opérateurs économiques privés et étrangers se seront effectivement inscrits dans cette dynamique.

Au niveau de la province Kayanza, la présente revue a pu identifier pour chaque axe stratégique, les principaux défis, auxquels les acteurs en charge de la mise en œuvre du CSLP II à travers les PCDC II doivent faire face. Les résultats des deux premières années semblent encore faibles et même difficilement rattachés au contenu du CSLP II, notamment au niveau des indicateurs et taux correspondants à atteindre.

S'agissant des recommandations, l'étude rappelle d'abord, le tout premier principe de base, de mise en œuvre du CSLP II et de son évaluation. Celui-ci repose sur l'appropriation et l'affirmation du leadership dans la coordination de toutes les actions y relatives par le Burundi et à tous les niveaux de responsabilité et de décision.

Ceci ne semble pas être entièrement acquis eu égard aux comportements et attitudes observés au cours de la mission, de la part de certains acteurs clés

supposés jouer le rôle d'encadreurs tant dans la mise en œuvre du CSLP II que dans son suivi-évaluation.

En conséquence, l'étude formule à l'endroit des principaux acteurs en charge de la mise en œuvre des outils de planification et de gestion du développement, les recommandations suivantes :

1. Au Gouvernement du Burundi et à ses partenaires techniques et financiers.

(i) D'assurer un cadrage temporel au cours des processus d'élaboration des CSLP et des PCDC en vue d'une véritable adaptation du CSLP aux véritables besoins des populations au niveau des communes. De cette manière, la période de mise en œuvre du CSLP sera la même que celle d'exécution des PCDC correspondants. L'évaluation et le suivi-évaluation des deux outils seront ainsi plus aisés.

(ii) De veiller au développement harmonieux de toutes les entités décentralisées du Pays par une répartition équitable des appuis techniques et financiers en provenance de l'intérieur et de l'extérieur dans l'accompagnement des communes pour la mise en œuvre de leurs PCDC

(III) De garantir toutes les conditions nécessaires de mobilisation, de gestion et d'utilisation rationnelle des ressources financières estimées pour la mise en œuvre du CSLP II et des PCDC correspondants.

(iv) De mettre un accent particulier sur la mise en œuvre conséquente et cohérente de l'Axe Stratégique n°2, considéré à juste titre comme le plus grand pilier de la croissance économique au Burundi. Il permet en effet d'une part au Pays de disposer de ressources par le biais des taxes et impôts qu'il percevra et la création d'emplois d'autre part, assurant à la population l'accès aux revenus monétaires en contrepartie du travail fourni.

(v) De fournir des efforts pour que l'accès des populations aux revenus soit une réalité. Ceci leur permettra de contribuer au développement de certains

autres secteurs du même axe comme l'agriculture et l'élevage, le commerce, l'artisanat, l'accès aux technologies d'information et de communication et aux infrastructures économiques comme l'alimentation en électricité.

(vi) De mettre fin à la tendance des deux premières années de mise en œuvre du CSLP II tracées au départ. Les financements sont encore plus orientés vers l'Axe Stratégique n°3 au détriment de l'Axe Stratégique n°2. Dans la conception du CSLP II, ça devrait être l'inverse pour les raisons notamment ci- haut indiquées.

2. A l'autorité provinciale et aux services techniques déconcentrés de l'Etat.

(i) Une plus grande maîtrise des contenus du CSLP II et des PCDC II de chacune des 9 Communes de la Province par les autorités de la province ainsi que tous les responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat.

(ii) La production d'un document de vision du développement de la Province de Kayanza correspondant à la synthèse des PCDC des Communes pour la période du CSLP. La Province se doterait chaque année avec le concours de toutes les compétences dont elle dispose d'un plan de travail et d'un budget annuel (PTBA) pour dégager les interventions prévues en termes de mise en œuvre des PCDC. Des évaluations trimestrielles, semestrielles et annuelles seraient opérées sur la mise en place du PTBA de la Province sous la responsabilité du Comité Provincial de Développement Communautaire. Elles seraient consignées dans des rapports à produire aussi périodiquement à cet effet.

La mise en place de ce dernier organe est en effet instruit par l'Ordonnance Ministérielle N°740/CAB du 24 Octobre 2013 portant Création, Organisation et Fonctionnement des Comités Collinaires, Communaux et Provinciaux de Développement Communautaire.

- (iii) Une implication plus soutenue dans la mise en œuvre des actions prioritaires proposées dans la feuille de route portée dans le Rapport.

3. Aux autorités communales

- (i) De jouer leur rôle d'animation et d'encadrement de tout le processus entièrement inclusif de planification, d'exécution, d'évaluation et de suivi-évaluation du développement des communautés dont elles sont responsables.
- (ii) D'être réalistes dans la planification du développement de leurs entités respectives par l'identification de choix prioritaires prenant en compte les ressources financières endogènes et exogènes qu'elles peuvent effectivement mobiliser.
- (iii) D'assurer une communication plus soutenue en direction des représentants de la population sur les résultats atteints dans la mise en œuvre des Plans Annuels d'Investissement produits chaque année pour dégager avec eux les contraintes rencontrées et les perspectives d'avenir pour de meilleures performances du PAI de l'année suivante.
- (iv) D'engager une véritable compétition entre les zones de la Commune dans la mise en œuvre du PAI et primer par axe stratégique l'entité ayant atteint les meilleurs résultats. Les critères d'évaluation devront être simples et facilement quantifiables et observables.

4. Aux populations des communes et à la société civile

- (i) De développer beaucoup plus leur droit de participation au processus de planification, de gestion et de suivi-évaluation de leur développement directement par elles-mêmes au niveau des collines et par le biais de leurs représentants au niveau de la zone et au niveau de la commune à travers les CDC et les CCDC ainsi que les organisations de la société civile.

- (ii) D'engager une réflexion sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour encourager les bonnes initiatives qui sont prises par leurs représentants à travers les CDC et les CCDC afin que leur temps et leurs moyens consacrés à la défense et à la sauvegarde des intérêts de la communauté et de la collectivité puissent trouver une compensation.
- (iii) D'engager toute initiative de contact avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du CSLP II aux différents niveaux tout au long de la période de son exécution.
- (iv) De mettre en place des mécanismes d'assurer le suivi de la mise en œuvre des différentes recommandations formulées à l'issue de l'étude de même que toutes les suggestions avancées dans le Rapport pour de meilleurs résultats du CSLP II et des PCDC.
- (v) D'initier un travail d'évaluation par une équipe indépendante des PCDC en tant qu'instrument de planification et de gestion du développement institutionnalisé dans les communes du Burundi depuis plus de 6 ans.

0. Introduction

Le rapport de la Mission d'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CSLP II à l'issue des deux premières années 2012 et 2013, comprend quatre grands chapitres.

Le premier chapitre ayant pour titre, « Généralités sur la conduite de l'étude », développe, les aspects relatifs au cadre et à l'objet de l'étude.

Celle-ci porte principalement, sur (i) l'évaluation des mécanismes de mise en œuvre du CSLP II ; (ii) l'analyse du niveau de réalisation des moteurs de croissance économique identifiés par le CSLP II tant au niveau national qu'au niveau de la province de KAYANZA ; (iii) la formulation de propositions précises en vue de l'amélioration de la mise en œuvre du CSLP II; ainsi que (iv) la proposition d'une feuille de route pour la mise en œuvre des principales recommandations retenues.

C'est dans le même chapitre, qu'il est indiqué l'approche méthodologique suivie pour la réalisation de la mission, qu'il est mentionné les principales facilités et les plus grandes contraintes qui ont été rencontrées dans la conduite de cette étude.

Le chapitre II du document est intitulé « Analyse des mécanismes de mise en œuvre du CSLP II » avec une distinction entre le CSLP II en tant qu'outil de la planification du développement au niveau national et le PCDC en tant qu'instrument de la planification du développement au niveau local.

Pour le CSLP II, il est rappelé ses principaux piliers et son intégration dans les objectifs du Millénaire pour le Développement et la Vision Burundi 2025. Il est rappelé son enjeu et ses principaux axes stratégiques, les mécanismes de sa mise en œuvre, de son suivi et suivi-évaluation ainsi que l'estimation des parts budgétaires, relatives au financement de chacun des quatre axes stratégiques du CSLP II.

Au niveau de la province Kayanza, le chapitre II fait un développement sur les principaux outils de planification et de gestion du développement au niveau des 9 communes de Kayanza se traduisant par les PCDC. Il développe, des indications sur les expériences des communes de Kayanza en matière d'évaluation de leur développement.

Dans le chapitre III du rapport, portant sur l'analyse des progrès réalisés, il est passé en revue les différentes réalisations dans le cadre du CSLP II au niveau de la province Kayanza, eu égard aux indicateurs définis pour chacun des quatre axes stratégiques.

Le chapitre IV du document ressort les principales propositions d'actions à mener dans les prochains jours dans la mise en œuvre du CSLP II.

Le premier paragraphe traite des actions en rapport avec les outils de planification, de gestion et de suivi-évaluation de la mise en œuvre du CSLP II au niveau national et au niveau des communes.

Le deuxième paragraphe avance quelques idées sur les initiatives à mener pour obtenir de meilleurs résultats pour chacun des quatre axes stratégiques du CSLP II et par secteur.

Le troisième paragraphe qui est le contenu de la feuille de route est présenté sous forme de matrice, dégagant les actions prioritaires à mener à la suite de l'étude.

Chapitre I : Généralités sur la conduite de l'étude.

1.1. Cadre et objet de l'étude.

L'étude d'évaluation des progrès réalisés à l'issue des deux premières années, de mise en œuvre du CSLP II, au niveau national et au niveau local, cas de la Province de KAYANZA, s'inscrit, dans les missions de l'OAG. Elle a pour but de contribuer à l'amélioration de la gouvernance, par la mise en œuvre réussie du CSLP II.

Concrètement, sur base des principaux défis relevés par le CSLP II, sur base des principaux éléments moteurs de croissance identifiés ainsi que sur base des orientations stratégiques pour sa mise en œuvre, la mission a mené une analyse de l'état des lieux sur la mise en œuvre du CSLP II en Province de KAYANZA portant à la fois sur :

- (i) L'évaluation des mécanismes de mise en œuvre du CSLP II en vue de résoudre les principaux défis identifiés lors de son élaboration;
- (ii) L'analyse sur le niveau de réalisation des moteurs de croissance économique identifiés aussi bien au niveau national, qu'au niveau de la Province de KAYANZA ;
- (iii) La formulation de propositions, en vue de l'amélioration de la mise en œuvre du CSLP II;
- (iv) La proposition d'une feuille de route ou un plan d'action pour la mise en œuvre des principales recommandations retenues.

1.2. Approche méthodologique suivie pour la conduite de l'étude.

L'étude a été conduite dans une approche participative et inclusive, par l'intégration, à toutes ses étapes de réalisation, de tous les acteurs impliqués aux différents niveaux de mise en œuvre du CSLP II. Il s'agit des représentants des acteurs, du niveau national, des acteurs du niveau de la

Province de Kayanza et des acteurs du niveau de toutes les 9 communes de cette Province.

1.2.1. Organisation du travail d'enquête sur le terrain.

Pour maximiser les contributions des noyaux d'observation de la gouvernance dans les communes, dans la conduite de cette étude, une séance a été organisée à leur intention pour leur appropriation du contenu de la fiche de collecte des données.

A l'issue du travail d'enquête dans les communes qui a duré trois jours, une autre séance a été tenue avec les équipes de noyaux, en vue d'évaluer les résultats obtenus sur le terrain. Il est à noter que pour une véritable appropriation des données indiquées dans les fiches, l'autorité communale a apposé sa signature sur son contenu.

1.2.2. Organisation des entretiens avec les différents responsables.

Au niveau de la Province, des entretiens ont été organisés avec l'autorité provinciale. Ils ont été également organisés avec les responsables de la DPAE, de la DPE, du BPS, du CDFC, du BPMCA, de l'APP et de la CORCE. Ils ont aussi eu lieu avec les représentants des partenaires techniques et financiers, qui mènent leurs interventions dans la Province de Kayanza.

Au niveau de l'administration centrale, les entretiens ont été organisés successivement avec le Directeur Général de la Décentralisation et de la Coordination du Développement Local au sein du Ministère du Développement Communal, le Directeur Général de l'Administration du Territoire et le Directeur des Administrations Provinciales et Municipales au sein du Ministère de l'Intérieur. Ils ont été également tenus avec le Secrétaire Permanent des Reformes Economiques et Sociales.

1.3. Facilités rencontrées dans la conduite de l'étude.

Au cours de l'étude, il a été constaté que les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du CSLP II, aux différents niveaux, manifestaient un intérêt particulier pour la conduite de ce travail. Cet intérêt a été notamment observé par la spontanéité avec laquelle ces responsables s'exprimaient sur les questions soumises à leur analyse et leur contribution en vue d'y apporter des solutions appropriées.

1.4. Contraintes observées dans la conduite de l'étude.

1.4.1. Décalage dans le temps du CSLP et des PCDC.

Si dans l'ensemble, il s'observe au niveau des contenus des CSLP et des PCDC une articulation entre leurs axes stratégiques, ce décalage dans le temps aussi bien au niveau de leur élaboration qu'au niveau de leur mise en œuvre, pose des difficultés au moment de l'évaluation des progrès réalisés à travers ces deux instruments.

Il serait donc judicieux que les CSLP et les PCDC soient élaborés et mis en exécution pour une même période. Leur mise en œuvre démarrerait au cours d'une même année et se terminerait aussi au cours d'une même année.

1.4.2. Très Faible connaissance du contenu du CSLP II par les acteurs du développement.

Les rapports produits au niveau de la province et régulièrement transmis aux autorités hiérarchiques, ne mettent pas assez en évidence, comment le CSLP II est entrain d'être exécuté dans la province. Les rapports établis au niveau des services techniques déconcentrés ne le font pas davantage.

Les PTF œuvrant dans la province, pourraient contribuer à l'amélioration de la situation, par la production chaque année au niveau de la province, du

PTBA en vue de dégager les principales actions à mener au cours de chaque année de même que les ressources affectées.

Au niveau des communes, il y a la production des PCDC avec l'appui des PTF. L'articulation observée entre les axes stratégiques du CSLP II et les PCDC pour l'essentiel, ne signifie pas que les communautés et les organes qui les dirigent ont assez intégré la philosophie des deux outils et sont entrain de travailler pour leur mise en application.

Des séances d'information et de sensibilisation sur ces instruments et leur importance pour la croissance économique du Burundi devraient être encore organisées au niveau des entités locales et au niveau des communes.

Les ateliers organisés sous forme de focus, lors des rencontres pour évaluer chaque année les résultats du CSLP II au niveau des communes et provinces, pourraient être mis à contribution pour faire ces messages sur les liens entre le CSLP II et les PCDC.

1.4.3. Faible disponibilité de données statistiques et absence de la situation de référence.

Les documents produits au niveau des communes et de la province de Kayanza, au niveau des services techniques déconcentrés de l'Etat et des départements ministériels, sur l'évaluation de la mise en exécution du CSLP II et autres outils de planification et d'exécution du développement, doivent dégager une analyse tant quantitative que qualitative.

En effet, sans analyse critique de la part de ceux qui suivent au quotidien la mise en exécution des différents axes stratégiques du CSLP II au niveau des communes et de la province de Kayanza, il ne sera pas aisé pour ceux qui font l'évaluation de cet outil à partir de l'extérieur, de produire une analyse aussi pertinente et aussi concise.

Pour y remédier, des projets de canevas de rapports qui intègrent effectivement les aspects liés à la mise en œuvre du CSLP II et des PCDC

seraient soumis aux autorités de l'administration provinciale, aux administrations communales et aux responsables des services techniques déconcentrés.

Ces canevas de rapport, auraient particulièrement l'avantage de montrer dans le temps les évolutions des situations d'une année à une autre. Ceci permettrait même d'établir des comparaisons entre toutes les années de mise en exécution du CSLP ou des PCDC, de la première à la dernière année pour chaque axe stratégique.

Aussi, pour bien conduire, l'exercice de gestion de la mise en œuvre du CSLP II, de son évaluation et de son suivi-évaluation et des outils adaptés au niveau des communes, l'étude recommande l'organisation des séances de formation et d'information à l'intention des acteurs locaux impliqués dans la conduite de cette activité.

La formation serait basée sur un module simple et complet, dont le contenu est préalablement convenu entre les services en charge du Ministère du Développement Communal et leurs PTF, ceux du Ministère de l'Intérieur ainsi que ceux du Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales.

1.4.4. Un travail initié pour la première fois au niveau des communes.

Le travail d'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CSLP en général et du CSLP II en particulier au niveau local, vient d'être conduit pour la toute première fois dans le cadre de cette étude.

Même à l'échelon national, c'est pour la toute première fois que l'exercice d'évaluation annuelle de la mise en œuvre du CSLP II est mené.

En d'autres termes, la pratique d'évaluation qualitative et quantitative des résultats atteints dans la mise en exécution des programmes de développement, n'est pas encore suffisamment développée dans les

habitudes des promoteurs et gestionnaires du développement aussi bien au niveau national qu'au niveau local.

Il se pose donc un problème de culture de la redevabilité qu'il faut continuer à instaurer aux moyens de mécanismes et outils adaptés aux entités décentralisées.

Chapitre II : analyse des mécanismes de mise en œuvre du CSLP II.

2.1. Mise en œuvre du CSLP II au niveau national

2.1.1 Rappel des principaux piliers et axes stratégiques du CSLP II et son intégration dans les OMD et la vision Burundi 2025.

Bien avant l'élaboration du CSLP II, le Gouvernement du Burundi avait lancé une réflexion stratégique à long terme qui a donné lieu au rapport de la Vision Burundi 2025.

Le but de la Vision 2025 est de mettre le Burundi, sur la voie du développement durable, d'accélérer le taux de croissance économique et de réduire de moitié la pauvreté, en faisant passer le taux de 67% à 33% à l'horizon 2025.

La Vision Burundi 2025 est une consolidation des objectifs prioritaires du CSLP I et du Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix, complétée par de nouveaux thèmes tels que la démographie, l'intégration régionale et l'aménagement du territoire.

En outre, le rapport d'évaluation des progrès réalisés par le Burundi dans le domaine des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) effectué en 2010, révèle qu'à l'échéance fixée par la communauté internationale, il est peu probable voire impossible, que le Burundi puisse réaliser pleinement tous les huit OMD.

Les objectifs qui ne seront pas réalisés à l'horizon 2015 sont notamment ceux qui visent à : (i) Éliminer l'extrême pauvreté et la faim ; (ii) Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans ; (iii) Améliorer la santé maternelle ; (iv) Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies ; et (v) Créer un environnement durable.

En fin de compte, la mise en œuvre du CSLP II (2012-2016) permet d'une part, de renforcer et de pérenniser les acquis et les progrès déjà réalisés au

niveau des OMD et du CSLP-I, d'autre part, d'adopter des politiques qui accélèrent la réalisation d'autres objectifs comme la transformation de l'économie et la création de l'emploi.

Six principaux défis de développement pour le Burundi ont été identifiés et se présentent comme suit :

(i) Une croissance démographique non encore maîtrisée ; (ii) une inefficacité des systèmes de production agricole ; (iii) une faible exécution de la dépense publique ; (iv) de faibles investissements du secteur privé ; (v) un déficit persistant de l'énergie électrique et (vi) des besoins de renforcement des capacités de pilotage du développement.

Le CSLP II s'articule autour des quatre axes stratégiques suivants :

- (i) Le renforcement de l'Etat de droit, la consolidation de la bonne gouvernance et la promotion de l'égalité femme-homme ;
- (ii) La transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois ;
- (iii) L'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux de base et le renforcement de la protection et de la cohésion sociale ;
- (iv) La gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable.

Cet important outil, qui place l'enjeu de la croissance et de la création de l'emploi au centre de tous les programmes de réduction de la pauvreté dans le Pays, est le résultat d'une démarche participative et inclusive ayant associé à son élaboration, les représentants des communautés à la base, ceux de la société civile, du secteur privé, du parlement, de l'administration centrale et des PTF conformément à la Déclaration de Paris.

2.1.2. Mécanismes de mise en œuvre du CSLP II et de son suivi-évaluation

La mise en œuvre des programmes retenus dans le cadre du CSLP II a instruit qu'elle sera conditionnée par (i) la systématisation des revues des politiques sectorielles ; (ii) la rationalisation des choix budgétaires ainsi que (iii) l'opérationnalisation de la Déclaration de Paris.

Pour la systématisation des revues des politiques sectorielles, il s'agit principalement des actions de planification au sein de tous les ministères techniques et centraux afin de garantir un rôle plus accru dans la programmation, le suivi des progrès et l'évaluation des risques de retards dans la mise en œuvre des projets et programmes définis au cours de chaque année en étroite collaboration avec les PTF.

Quant à la rationalisation des choix budgétaires, elle est définie comme cet outil de programmation des ressources et leurs allocations sectorielles sur un horizon de moyen terme à travers le Cadre de Dépense à moyen terme.

Il permet les arbitrages intersectoriels et facilite les choix budgétaires fondés à la fois sur les possibilités de mobilisation des ressources et sur les priorités définies dans le CSLP II.

S'agissant de l'opérationnalisation de la Déclaration de Paris, elle vise le renforcement du dialogue entre le Gouvernement et ses PTF y compris la population burundaise dans ses différentes composantes. Elle serait traduite dans les faits, par une communication mieux ciblée sur la mise en œuvre du CSLP II.

Par rapport à l'aspect précis de l'évaluation du niveau de mise en œuvre du CSLP II, les principes ci-après constituent la clé de voûte pour sa réussite. Il s'agit de :

(i) L'appropriation et l'affirmation du leadership dans la coordination des actions par le Burundi ; (ii) l'alignement de l'aide sur les priorités du pays ;

(iii) l'harmonisation et la simplification des procédures ; (iv) la gestion rationnelle et axée sur les résultats ainsi que la responsabilité mutuelle.

L'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CSLP-II se base sur cinq types d'indicateurs.

- (i) Les indicateurs d'intrant et/ou indicateurs de moyens : sont les indicateurs physiques qui permettent de suivre et de mesurer les moyens, notamment financiers, matériels et humains acquis pour mettre en œuvre le programme.
- (ii) Les indicateurs d'activités: sont intimement liés au plan d'action et visent à suivre et à mesurer l'usage qui a été fait des moyens employés.
- (iii) Les indicateurs de résultats : permettent de suivre et de mesurer sur les court et moyen termes, les effets des moyens mis à la disposition des populations.
- (iv) Les indicateurs d'impact : visent à mesurer les changements positifs ou négatifs opérés dans les différentes dimensions de la pauvreté.
- (v) Les indicateurs de ressources financières: visent à suivre et à vérifier l'utilisation des ressources financières allouées à divers programmes ciblés sur la réduction de la pauvreté.

En termes d'approche, le suivi-évaluation du CSLP II met en avant la méthodologie participative et inclusive intégrant particulièrement tous les représentants de toutes les structures qui ont contribué à son élaboration. Il est mené en trois étapes qui sont (i) les consultations participatives ; (ii) l'analyse des indicateurs et (iii) la validation du rapport.

2.1.3. Estimation des parts relatives budgétaires pour la mise en œuvre du CSLP II et son financement pour 2012 et 2013.

Dans le document du CSLP II, il a été donné des orientations sur les allocations budgétaires à chaque axe stratégique sur toute la période de mise en œuvre de l'instrument. Elles sont reprises dans le tableau n°1 ci-après :

Tableau n°1 : Parts relatives budgétaires pour la mise en œuvre du CSLP II

Axes stratégiques	2011	2012	2013	2014	2015
1. Renforcement de l'état de droit, la consolidation de la bonne gouvernance et la promotion de l'égalité du genre	37,72 %	33,05 %	31,88 %	30,79%	29,87 %
2. Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois	23,65%	32,23%	33,38%	34,38%	34,79%
3. Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale	36,25%	32,07%	32,19%	32,39%	33,00%
4. Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable	2,38%	2,64%	2,55%	2,44%	2,34%
TOTAL	100 %				

Source : Rapport final progrès réalisés au cours de la première année de mise en œuvre du CSLP II.

A l'analyse de ce tableau, il apparaît une augmentation remarquable de la part du budget à affecter à l'axe stratégique n°2. Elle passe en effet de 23,65% en 2011 à 32,23% en 2012. Elle reste en évolution constante au cours de toute la période de mise en œuvre du CSLP II pour se situer à 34,79% en 2015.

Il est le seul axe dont les parts budgétaires prévues vont s'accroître d'une année à une autre. Pour le premier axe stratégique, sa part budgétaire était de 37,72% en 2011 et il est prévu que cette part baisse jusqu'à 29,87% en 2015. Quant à l'axe stratégique n°3, sa part de 36,25% en 2011 diminuera jusqu'à 33% en 2015. Enfin, l'axe stratégique n°4 dont la part budgétaire était de 2,38% en 2011 diminuera légèrement jusqu'à 2,34% en 2015.

Tableau n°2: Allocations Sectorielles des Budgets de 2012 et 2013 (en Pourcentage)

Axes stratégiques	2011	2012	2013
1. Renforcement de l'état de droit, la consolidation de la bonne gouvernance et la promotion de l'égalité du genre	37,72 %	30,36 %	30,23 %
2. Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois	23,65%	29,35 %	25,57%
3. Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale	36,25%	38,24 %	40,47%
4. Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable	2,38%	2,05 %	3,73%
TOTAL	100 %	100 %	100 %

Source : Données du REFES

Les données reprises dans le tableau n°2, ci-avant, mettent encore en évidence, la primauté toujours accordée à l'axe stratégique n°3, centré sur les services sociaux de base comme l'éducation et la santé.

En effet, plus de 38% et environ 40,5% des ressources lui sont consacrées respectivement en 2012 et 2013, contre 32,07% et 32,19% qui étaient prévus dans le document du CSLP II. L'axe stratégique n°1 relatif à l'Etat de droit et à la bonne gouvernance vient en second lieu avec environ 30,36% et 30,23% du budget respectivement en 2012 et 2013. Le CSLP II indiquait pour les mêmes exercices respectivement environ 33% et 32% pour cet axe.

Aussi, il est observé que par rapport aux allocations budgétaires pour les exercices 2012 et 2013, la part consacrée à l'axe stratégique n°2 n'atteint pas les pourcentages prévus. Il était prévu que cet axe serait financé à hauteur de 32,23% et 33,38% respectivement en 2012 et 2013 compte tenu de l'importance de cet axe en termes d'incidence sur la croissance économique. Les financements réalisés ont été seulement de 29,35% et 25,57% pour les deux premières années de mise en œuvre du CSLP II avec

une forte diminution de 7,43% par rapport aux estimations pour l'exercice 2013.

S'agissant de l'axe stratégique n°4, il est aussi relevé que les allocations qui lui ont été réservées au cours de l'année 2012 sont en cohérence avec les prévisions. Pour l'année 2013, par contre, elles augmentent de 1,2% par rapport aux estimations.

L'étude note à ce niveau qu'au cours des deux premières années de mise en œuvre du CSLP II, au niveau national, les allocations budgétaires de l'axe stratégique n°2 n'ont jamais atteint le niveau prévu et qu'elles ont même diminué de façon très significative en 2013. Deux explications pourraient être données à cette situation. D'une part, le faible apport des investissements étrangers pour la mise en œuvre de cet axe stratégique, d'autre part, le temps de mutation qui doit être mis dans la planification et l'affectation de ressources d'une année à une autre. Des efforts doivent être entrepris par les pouvoirs publics pour assurer à l'axe stratégique n°2, le volume des financements appropriés pour une mise en œuvre cohérente du CSLP II.

2.2. Mise en œuvre du CSLP II au niveau local : cas de la province Kayanza

2.2.1. Présentation générale de la province Kayanza

Avec une population estimée à 719 238 habitants en 2014¹ répartis sur une superficie de 1233 km², la province de Kayanza est la plus densément peuplée au Burundi. La densité moyenne de 585 hab/km² est même largement dépassée par les communes Kayanza et Gatara dont les effectifs sont supérieurs à 900 hab au km². La carte suivante présente certaines caractéristiques géographiques principales de la Province.

Carte de la province Kayanza



¹ Selon les services d'état civil des communes de la province Kayanza (Février 2014).

La Province de Kayanza est localisée entre 20°47'16" et 3°13'78" de Latitude Sud et 29°25'95" et 29°55'93" de Longitude Est. C'est une des Provinces du Nord du Burundi avec une superficie de 1233,4 Km². Elle est limitée au Nord par le Rwanda, à l'Ouest par les Provinces Cibitoke et Bubanza, au Sud et Sud-Est par les Provinces Muramvya et Gitega et à l'Est par la Province Ngozi.

Avec une altitude comprise entre 1900 et 2500 m et une température variant entre 14 et 15°C, la Province de Kayanza est à cheval sur les régions naturelles du Buyenzi, du Kirimiro et du Mugamba. Elle est traversée par la Crête Congo-Nil orientée vers le Nord-Sud parallèlement au Lac-Tanganyika. A l'Est de cette chaîne, le relief décroît graduellement par piliers formant un plateau découpé en une mosaïque de collines.

La Province de Kayanza dont le chef-lieu porte le même nom est découpée en 9 Communes, subdivisées en 29 Zones et 262 Collines de recensement comme il est indiqué dans le tableau ci-après :

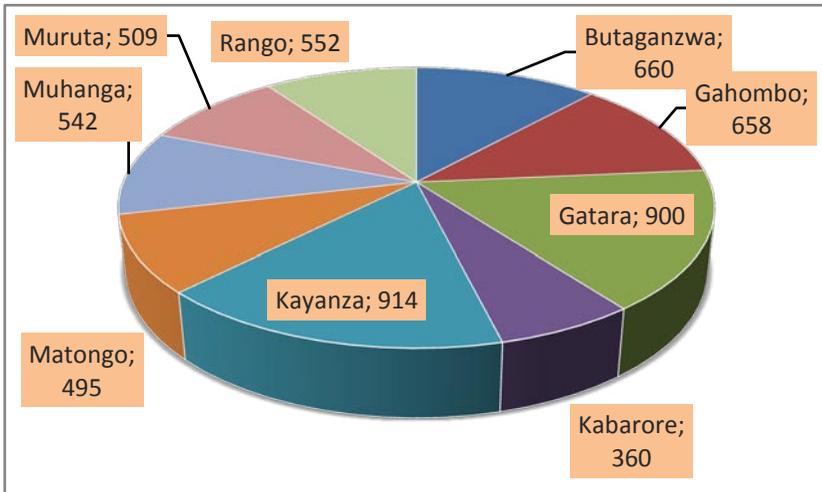
Tableau n°3 : Découpage administratif de la Province de Kayanza

Commune	Superficie (en Km ²)	Nbre Zones	Nbre Collines	Population
Butaganzwa	103,38	3	20	68 244
Gahombo	80,64	2	21	53 065
Gatara	103,96	3	28	93 667
Kabarore	200,12	3	37	72 142
Kayanza	122,36	4	37	111 939
Matongo	167,80	4	35	83 075
Muhanga	128,90	3	30	69 905
Muruta	147,08	3	25	74 867
Rango	179	4	29	93 395
TOTAL	1233,24	29	262	719 238

Source : Rapport annuel de la province Kayanza pour l'exercice 2012

Du tableau ci-dessus, il ressort que pour l'ensemble de la Province Kayanza, la densité moyenne est d'environ 583 habitants au Km². Des communes comme celles de Kayanza et Gatara dépassent la densité de plus de 900 habitants au Km² comme le montre le graphique suivant :

Graphique n°1 : Densité de la province Kayanza par commune en 2012.



Cette situation, en termes de population de la Province Kayanza devrait attirer l'attention de tous les niveaux de responsabilité et de prise de décision pour les pouvoirs publics, pour les différentes associations et pour les ménages.

2.2.2. Planification du développement au niveau local : les plans communaux de développement communautaire (PCDC)

Pour les 9 Communes de la Province Kayanza, les premiers Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC I) ont été produits en 2009 et ont couvert la période comprise entre 2009 et 2013. Pour chaque commune, les principales parties des PCDC portent sur la vie socio-économique de la commune ainsi que les programmes d'actions et d'investissements de la commune.

a) Articulation entre le CSLP II et les PCDC des communes de la Province Kayanza.

En termes de contenus des axes stratégiques, des objectifs et des résultats du CSLP II et des PCDC des communes de la Province Kayanza, il est noté que dans l'ensemble les axes stratégiques retenus par les PCDC sont en articulation avec ceux du CSLP II.

Cependant, comme ces mêmes axes sont repris par les PCDC II des communes de la Province Kayanza pour la période comprise entre 2014 et 2018, il serait judicieux que chaque commune réaménage le contenu de son PCDC II pour avoir exactement les mêmes axes stratégiques que ceux du CSLP II.

L'étude recommande un travail d'harmonisation des documents déjà produits par les communes pour plus d'adéquation des contenus du CSLP II et des PCDC II des communes de Kayanza. C'est un exercice, qui pourrait être mené en une journée par chaque équipe communale de planification et qui contribuerait aussi au renforcement des capacités des membres de ces équipes.

b) Cadrage dans le temps entre le CSLP et les PCDC des communes.

Alors que les années 2012 et 2013 sont les deux dernières années de mise en œuvre des PCDC I dans les communes de la Province Kayanza, cette période correspond aux deux premières années de mise en œuvre du CSLP II au niveau national. Cela signifie que l'évaluation finale du CSLP II aura lieu deux ans avant la fin de la mise en œuvre des PCDC II.

Ce décalage dans le temps, des outils de planification du développement au niveau national et au niveau des communes a des répercussions sur leur mise en œuvre et les résultats obtenus lors de l'évaluation.

Quand en 2016, il sera procédé à l'évaluation finale du CSLP II, cette évaluation aura été anticipée de deux années au niveau des communes de

toute la Province de Kayanza et probablement même au niveau de l'ensemble du pays.

Même s'il est évident qu'en termes d'orientations générales de développement, il y a continuité dans le temps par rapport aux défis, par rapport aux éléments moteurs et par rapport aux priorités à définir, il serait bon que ce décalage de deux ans entre la durée de vie du document de planification du développement au niveau national et au niveau local soit résorbé.

c) Evaluation de la performance des communes par le Ministère du Développement Communal.

Le Ministère en charge du Développement Communal organise depuis les années 2010, l'évaluation de la performance des communes.

Le manuel d'évaluation des performances de la commune indique que celle-ci, porte sur trois domaines qui sont (i) la Gouvernance de la Commune ; (ii) le Développement Local ainsi que (iii) l'inclusion sociale et le genre. Les trois principaux domaines sont alors répartis en huit sous domaines avec quarante sept critères de cotation.

Tableau n°4 : Résultats de l'évaluation de la performance des communes au cours de l'an 2012 par score.

Scores	Nombre de Communes ayant ce score	Communes de Kayanza ayant ce score
Entre 90 et 98%	12	Matongo- Muruta (2)
Entre 80 et 89%	18	Butaganzwa-Gatara-Muhanga (3)
Entre 70 et 79%	17	Kayanza (1)
Entre 60 et 69%	17	Kabarore-Rango (2)
Entre 51 et 59%	21	Gahombo (1)
Entre 41 et 49%	10	
Entre 30 et 39%	13	
Entre 20 et 28%	5	
Entre 13 et 18%	3	

Source : Rapport évaluation de la performance des communes pour 2012

Il est apparu dans le classement que les bons scores sont obtenus respectivement par les provinces de Mwaro et Gitega qui bénéficient d'un appui technique et financier de la Coopération allemande à travers le Projet d'Appui à la Décentralisation et à la lutte contre la Pauvreté (ADLP).

Suivent ensuite les provinces de Ngozi et Kayanza appuyées financièrement et techniquement par le Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local (PADDL/K et PADDL/N) dans le cadre de la coopération suisse.

d) Evaluation des PCDC I dans les communes de la province Kayanza

La mise en œuvre des PCDC I clôturée avec l'année 2013 a aussi donné une occasion à ces communes d'évaluer les taux de leur réalisation par axe stratégique et dégager par la suite, la moyenne globale de mise en œuvre de leurs PCDC I.

A l'analyse de cette évaluation menée au niveau des communes de la province Kayanza, il est noté la grande divergence entre les scores de notation attribués aux communes, surtout celles de Matongo, Muhanga, Muruta et Kayanza par l'évaluation opérée, selon les critères définis dans le Manuel d'évaluation de la performance des communes et celui des équipes communales de planification sur le secteur de la bonne gouvernance et l'inclusion sociale.

Seules les communes de Gahombo et Rango se sont attribuées une moyenne de plus de 50%, parce qu'elles prétendent avoir contribué à l'augmentation de leur production agricole à plus de 150%, ce qui est fort discutable.

Il faudrait également signaler, que depuis la fin de l'année 2012, le Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales organise chaque année, l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CSLP II.

e) Estimation des financements des PCDC II dans les communes de Kayanza.

Les estimations de financements des PCDC dans les communes de la Province Kayanza, sont établies suivant une structure qui en fait la répartition entre les populations bénéficiaires, les communes et les PTF. Elles sont reprises dans le tableau ci-après.

Tableau n°5 : Structure de financement des PCDC dans les communes de la Province Kayanza

Communes	Part populations en BIF	Part communes en BIF	Part partenaires en BIF	Cout total en BIF
1.Butaganzwa	5 133 634 600 (22%)	3 435 529 800 (14%)	15 164 335 600 (64%)	23 733 500 000
2. Gahombo	10 536 910 000 (24,6%)	1 790 610 000 (4,2%)	30 522 040 000 (71,2%)	42 849 301 000
3. Gatara	6 282 289 695 (23,3%)	4 979 000 989 (18,4%)	15 643 331 552 (58,3%)	26 958 205 000
4.Kabarore	3 708 340 000 (11,8%)	2 675 619 000 (8,5%)	24 968 276 000 (79,7%)	31 351 950 000
5.Kayanza	11 425 686 293 (35,5%)	1 004 000 028 (2,7%)	19 903 088 479(61,8%)	32 208 250 000
6.Matongo	21 715 745 550 (44%)	1 397 607 750 (3%)	25 908 446 410 (53%)	49 285 810 000
7.Muhanga	940 102 000 (6%)	791 578 000 (4,8%)	14 432 955 000 (89,2%)	16 164 600 500
8.Muruta	3 398 971 000 (14,5%)	1 291 979 000 (5,5%)	18 814 629 000 (80%)	23 505 581 000
9.Rango	4 292 050 000 (21,22%)	992 170 000 (4,91%)	14 941 790 000 (73,87%)	20 226 003 000
TOTAL	67 494 529 000 (25,3%)	18 409 094 000 (6,9%)	180 379 752 000 (67,8%)	266 283 374 500

Source : PCDC des communes de la province Kayanza

Tableau n°6 : Budgets des communes de la Province Kayanza de 2009 à 2013 (en FBU).

Communes	Recettes totales 2009-2013	Dépenses 2009-2013	Capacité de financement (+)
1. Butaganzwa	457 002 466	431 553 055	25 449 411
2. Gahombo	224 186 709	161 642 445	62 544 264
3. Gatara	209 216 929	224 160 612	- 14 943 683
4. Kabarore	422 644 336	423 331 574	- 687 238
5. Kayanza	1 277 058 303	1 070 371 724	206 686 579
6. Matongo	329 616 705	359 484 487	- 29 867 782
7. Muhanga	401 797 296	386 266 873	15 503 423
8. Muruta	244 019 348	241 859 963	3 159 473
9. Rango	228 730 098	226 897 413	1 832 685
TOTAL	3 794 443 000	3 525 568 146	268 874 854

Source : Données budgétaires des communes

Des deux tableaux qui précèdent, il ressort l'importance relative des ressources endogènes et exogènes que les communes de la Province de Kayanza doivent mobiliser pour l'exécution des programmes fixés sur leur PCDC.

Les communes de la Province Kayanza comptent sur environ 70% des ressources qui proviendraient des partenaires extérieurs dont le Gouvernement du Burundi. En moyenne, les communes de Kayanza devront multiplier par environ 5 leurs propres ressources pour avoir les financements nécessaires de mise en œuvre du CSLP II au cours des prochaines années.

Ce qui paraît quelque peu irréaliste surtout pour les communes de Gatara, Butaganzwa, Gahombo, Kabarore, Muruta et Matongo. Seules les Communes de Kayanza et Muhanga ont établi des estimations plus ou moins proches de leurs ressources des 5 dernières années.

2.2.3. Mécanismes de mise en œuvre des PCDC II et leur suivi-évaluation.

La mise en œuvre des PCDC à travers un processus d'implication de tous les acteurs ayant contribué à leur élaboration comprend deux grandes phases. La première phase dite organisationnelle est une sorte de vulgarisation ou marketing social des PCDC en vue d'informer tous les PTF potentiels sur l'existence des PCDC, en tant qu'outils de planification et de gestion du développement au niveau de chaque entité décentralisée.

La deuxième phase dite opérationnelle définit la démarche de mise en œuvre des projets. Elle comporte trois étapes. Celle de communication et de négociation, celle de mobilisation de ressources endogènes et exogènes ainsi que celle d'exécution proprement dite des projets et programmes retenus.

Au delà de la mobilisation des ressources pour la réalisation des actions, la réussite des PCDC dépend fortement de l'application de la stratégie de leur mise en œuvre et de leur suivi évaluation, celui-ci, étant ce processus qui permet de suivre le chronogramme d'exécution de l'instrument par la production de bilans périodiques de l'exécution des projets en vue de mieux orienter les actions futures.

2.3. Conclusion du Chapitre

A cette étape de l'étude, quelques constatations sont relevées. La première constatation est le décalage au niveau du temps entre le CSLP II et les PCDC II dans les communes de la Province Kayanza. La mise en œuvre du CSLP II, s'étendra sur les deux dernières années (2012 et 2013) de mise en exécution des PCDC I et les trois premières années des PCDC II (2014 à 2016).

Par une concertation organisée entre les services du Ministère en charge du Développement Communal et les représentants des PTF qui appuient la décentralisation et le développement communautaire avec le Secrétariat

Permanent des Réformes Economiques et Sociales, une solution pourrait être apportée à cette question.

La deuxième constatation est en rapport avec le besoin d'articulation totale entre les axes stratégiques, les objectifs et les résultats du CSLP II avec ceux des PCDC des communes de la Province Kayanza. Il s'agit ici d'une question de réaménagement des documents disponibles dans la mesure où pour l'essentiel, les axes stratégiques du CSLP II sont repris dans les PCDC II de la Province Kayanza.

La troisième constatation, concerne, le niveau relativement limité de l'implication de l'échelon provincial dans la mise en œuvre du CSLPII dans la Province de Kayanza. Les rapports trimestriels, semestriels et annuels produits au niveau du cabinet de l'autorité provinciale de cette entité, ne renseignent pas suffisamment sur la mise en œuvre du CSLP II sur son territoire.

Outre que le canevas de rapport actuellement utilisé par les provinces et les communes pourrait être adapté pour l'intégration des aspects liés à la mise en exécution du CSLP II et des PCDC, l'étude recommande la production d'un document de synthèse des PCDC de toutes les communes de Kayanza qui dégagerait la vision du développement pour l'ensemble de la Province Kayanza.

Aussi, il a été constaté que les ressources financières, indiquées pour la mise en exécution des PCDC dans les communes de la Province Kayanza représentent des montants relativement élevés par rapport aux ressources propres des communes. L'étude recommande la reconsidération des priorités de chaque commune et une révision en baisse du montant indiqué avec un peu plus de réalisme et d'objectivité.

Sur la même question, il est suggéré la tenue d'une table ronde qui serait organisée au chef-lieu de la province pour une communication sur le contenu du document de présentation de la vision du développement pour l'ensemble de la Province Kayanza.

Par rapport à l'ensemble du pays, l'étude fait remarquer que les PCDC sont institutionnalisés depuis les années 2009 comme les seuls instruments légaux et réglementaires de planification du Développement au niveau des entités décentralisées.

Une évaluation indépendante sur cet outil pourrait être menée pour bien identifier ses forces et ses faiblesses ainsi que les améliorations à lui apporter pour de meilleurs résultats.

Chapitre III : Analyse des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CSLP II.

Pour la conduite de cet exercice, il a été systématiquement procédé à l'analyse des actions et des résultats atteints par rapport à chaque axe stratégique du CSLP II aussi bien au niveau national, qu'au niveau local. Le niveau local est constitué des neuf communes de la province Kayanza.

A titre de rappel, la mise en œuvre du CSLP II au Burundi, devrait permettre de réaliser un taux de croissance de 8,2% en 2015, alors qu'il s'est situé à 4% de moyenne entre 2010 et 2012 selon le FMI (2013). Les prévisions de la BRB tablaient en outre sur une baisse du taux de pauvreté à 49,2% jusqu'en 2015 contre le niveau de 67% prévalant depuis 2006 (QUIBB).

Le rapport de la Vision 2025 qui a inspiré ces prévisions projette une réduction de moitié de la pauvreté allant jusqu'à 33% consécutive à une hausse de la croissance économique poussant le revenu par habitant à 720\$ à l'horizon 2025.

De telles performances ne peuvent être atteintes que si l'ensemble des mesures adoptées par le Gouvernement du Burundi sont mises en application et que l'ensemble des financements mobilisés et promis lors de la Conférence de Genève (2012) sont réalisés à temps permettant ainsi plus d'attractivités des investissements privés et l'élargissement des marchés (EAC, COMESA, CEEAC, ...).

Or, le rapport des progrès réalisés par le CSLP-II en 2012 (REFES, 2013) constate que la première année de mise en œuvre a été rendue difficile par la carence des financements notamment provenant des PTF dont la proportion est de 49% dans le total des ressources financières.

3.1. Renforcement de l'état de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre

3.1.1. Renforcement de la justice et de l'état de droit.

a) Au niveau national

Selon le CSLP-II, cet axe stratégique repose sur la justice et le renforcement de l'Etat de Droit, la bonne gouvernance et la promotion de l'égalité du genre.

Sur le plan judiciaire, les progrès réalisés portent sur le renforcement des acteurs du secteur de justice, la mise en place d'une justice pénale humanisée caractérisée par une diminution du pourcentage et de la réduction de la population carcérale.

b) Au niveau de la Province de Kayanza

Au niveau des neuf communes de la Province de Kayanza, la justice est assurée par les tribunaux de résidence qui reconnaissent le rôle joué par les comités locaux de sages Bashingantahe associés aux élus collinaires pour le traitement et le règlement de certaines affaires des fois au niveau des villages ou des Collines. Cette information est tirée des rapports annuels établis par les administrations communales de Kayanza.

Par rapport aux dossiers qui sont parvenus et instruits aux tribunaux de Résidence, toutes catégories confondues, il est repris dans le tableau ci-après l'évolution de leur traitement par commune. Il est à souligner que les pourcentages de dossiers jugés, c'est par rapport aux dossiers instruits et que les pourcentages des dossiers exécutés, c'est par rapport aux dossiers jugés.

Tableau n°7: Traitement des dossiers judiciaires au cours des années 2012 et 2013.

Communes	Dossiers instruits	Dossiers jugés	Dossiers exécutés	% Dossiers jugés	% Dossiers exécutés
Butaganzwa	1 242	1 131	1063	91%	93,9%
Gahombo	737	492	177	66,7%	35,9%
Gatara	523	345	203	65,9%	58,8%
Kabarore	699	439	189	62,8%	43%
Kayanza	367	319	54	86,9%	16,9%
Matongo	978	899	245	91,9%	27,2%
Muhanga	216	152	126	70,3%	82,8%
Muruta	990	726	370	73,3%	50,9%
Rango	484	408	83	84,2%	20,3%
TOTAL	6236	4 911	2510	78,7%	51,1%

Source : Evaluations des PCDC I des communes de la province Kayanza.

A l'analyse du tableau n°7 ci-dessus, il ressort que dans l'ensemble, par rapport aux dossiers instruits, 78,7% des dossiers instruits sont effectivement jugés dans toute de la Province de Kayanza. Deux communes parviennent même à réaliser un taux de 90% tandis que trois communes n'atteignent même pas un taux de 70%.

Il convient de souligner que l'objectif visé au niveau national est de 97%. Dans cette configuration, les communes de Butaganzwa et Matongo proches de cet objectif avec respectivement des taux de 91% et 91,9% peuvent l'atteindre. Par contre, les communes de Kabarore, Gatara et Gahombo avec moins de 70% auront du mal à atteindre l'objectif à court terme. Dans une moindre mesure, les communes Kayanza et Rango sont proches des premiers tandis que Muruta et Muhanga avec des taux respectifs de 73% et 70% de réalisations se rapprochent des derniers. On observe ainsi une évolution à deux vitesses qu'il convient d'élucider.

Pour ce qui est des jugements exécutés, par rapport à ceux qui ont été rendus, le taux moyen de 51,1% est faible. Par rapport à cet indicateur, c'est encore une fois la commune de Butaganzwa qui présente le meilleur taux de 93,9% malgré que, c'est dans cette commune que se trouve le plus

gros volume de dossiers introduits pour instruction. Il représente en effet, environ 20% de tous les dossiers introduits pour l'ensemble de la Province.

Les communes de Kayanza, Rango, Matongo, Gahombo et Kabarore ont encore un grand effort à faire pour l'exécution des jugements qui sont rendus. Les décisions judiciaires, rétablissent en effet, les parties en conflit dans leurs droits, quand elles sont mises en exécution. L'étude recommande une attention plus soutenue pour l'exécution au cours de la même année, des jugements rendus et qui ne seraient pas introduits en appels, au niveau des juridictions hiérarchiquement supérieures.

De façon spécifique, des actions complémentaires, sont relevées dans chacune des 9 communes de la province Kayanza particulièrement au cours de 2013. Elles ont trait notamment à l'acquisition des équipements informatiques, des équipements de bureaux, d'une moto pour les tribunaux de Résidence de Gahombo, Butaganzwa, Kayanza, Kabarore et Matongo.

Elles sont également centrées sur l'organisation de cliniques juridiques pour informer les populations sur les procédures de poursuite des dossiers dans la justice notamment à Kabarore, l'organisation de dialogue social et séances de sensibilisation de la population sur les textes de lois, le respect du délai de procédure et la mise en place du comité local de gestion du Tribunal de résidence dans les communes de Gatara, Butaganzwa, Matongo, Rango, Muhanga et Muruta.

3.1.2. Promotion des Droits de l'Homme.

En matière de promotion des droits de l'homme, le CSLP II préconise la mise en place des comités provinciaux de droits de l'homme. En termes de réalisations sur le plan national, il faut noter la création du centre pilote intégré appelé « Centre Humura » de prise en charge psychologique, sociale, matérielle, juridique, médicale et communautaire des victimes des VBG.

Au niveau de la province de Kayanza, le comité provincial des droits de l'homme n'était pas encore mis en place au moment de l'étude. Elle recommande sa mise en place après une campagne d'information et de sensibilisation des communautés sur les modalités de mise en place de cet organe, sur sa mission, sur son organisation et sur son fonctionnement. Les équipes du Centre de Développement Familial et Communautaire (CDFC) au niveau de la province, apporteraient une contribution appréciable dans la mise en place de cette structure.

3.1.3. Consolidation de la bonne gouvernance.

a) Au niveau national

Pour les actions observées en rapport avec la bonne gouvernance, il convient de noter l'intensification de la lutte contre la corruption, les infractions connexes et les malversations économiques qui se sont concrétisés par la (i) transmission par la Brigade Spéciale au Parquet Général près la Cour Anti-corruption de 229 dossiers avec un montant de plus de 43.112.420.169 FBU comme préjudice au Trésor Public ; (ii) rendu par la Cour Anticorruption de 244 arrêts sur 451 dossiers en cours de traitement ; (iii) la récupération d'un montant de 1.284.494.418 FBU au profit du Trésor Public surtout pour les cas de flagrant délit qui n'ont pas nécessité des procédures judiciaires ; (iv) la production par l'Inspection Générale de l'Etat de 50 rapports définitifs de contrôle avec comme montant en jeu de 5 milliards de FBU, que le Trésor Public pourrait encaisser après la mise en application des recommandations contenues dans lesdits rapports ; (v) la constatation de 232 cas de corruption dont 54,1% ont été jugés par la Cour Anti-corruption.

Toutefois, même si le programme de lutte contre la corruption et les malversations continue d'être inscrit dans les priorités du Gouvernement, des efforts sont encore à faire. D'après Transparency International, le Burundi a gagné 7 places entre 2011 et 2012. Il est classé 159/174 en 2012 et cela est resté constant en 2013 malgré une note faible de 19 sur 100.

Durant cette même période, le classement du Doing Business pour le Burundi est respectivement de 159/185 et de 169/183.

b) Au niveau de la Province de Kayanza

Chacune des 9 communes de la Province de Kayanza est administrée par les organes et instances régulièrement reconnus par la Loi Communale. Les conseils communaux et collinaires issus des élections de 2010 sont en place et fonctionnent normalement. Les Administrateurs communaux et leurs Conseillers sont en place de même que tout le personnel d'appui.

A la suite de l'évaluation de la performance des communes organisée sous la supervision du Ministère du Développement Communal, avec une place prépondérante de la bonne Gouvernance, la Province de Kayanza a occupé le troisième rang avec 78% des points après celles de Mwaro et Gitega ayant respectivement obtenu 90 et 85%.

Aussi, toutes les 9 communes de la province Kayanza ont mis en place les comités de lutte contre la corruption au cours de l'année 2013. Elles ont organisé des séances d'information à l'intention des populations sur leurs budgets dont les documents sont affichés au bureau de chaque commune.

La mise en place de la boîte à suggestion notamment au niveau des bureaux des communes de Gatara, Butaganzwa, Kayanza, Rango et Muhanga est une autre action indiquée en 2013 comme relevant de la promotion et de la consolidation de la bonne gouvernance dans la Province de Kayanza.

3.1.4. Promotion de l'égalité du genre.

Au niveau national, le fait le plus marquant à ce sujet, est la réduction significative de la représentativité des femmes au Parlement et aux autres postes de prise de décision. Les taux ont effectivement fléchi respectivement de 39% à 34% et de 31,1% à 28,7% comme l'indique le

rapport établi par le Gouvernement à fin Décembre 2013 sur la mise en œuvre du CSLP II.

Ce phénomène est expliqué en partie, par le fait que pour diverses raisons, quand des femmes quittent les institutions, elles ne sont pas toujours remplacées par d'autres femmes pour garder les quotas. Une réflexion sur cette situation pourrait être engagée aux niveaux des politiques en charge de la promotion de l'égalité du Genre en vue de trouver des solutions.

Au niveau de la Province de Kayanza, les actions menées dans le secteur de la promotion de l'égalité du genre, ont été particulièrement centrées sur la sensibilisation de la scolarisation des jeunes filles au même titre que les garçons de même que la participation des femmes et des filles au sein des organes élus comme les conseils communaux et les conseils de collines.

En 2013, il est mentionné la mise en place dans chacune des 9 Communes de la province de Kayanza, du forum des femmes dont l'organisation et le fonctionnement ont encore besoin d'améliorations pour assurer le rôle de défense et de promotion des intérêts de la femme du milieu rural qui est majoritaire sur le plan numérique dans la Province de Kayanza.

Tableau n°8 : Taux de scolarisation des filles par rapport aux garçons ainsi que la participation des femmes et filles aux instances des organes élus

Communes	Taux de scolarisation des F / G	Taux de participation des femmes au conseil communal	Taux de participation des femmes aux conseils des Collines	Nombre de femmes Chefs de Collines	Pourcentage personnel féminin dans les communes
Butaganzwa	51,35%	40%	17%	1/20	20%
Gahombo	52,44%	33%	15%	1/21	21%
Gatara	48,9%	33%	16%	2/28	22%
Kabarore	51,6%	33%	3 %	1/37	17%
Kayanza	52%	27%	19%	0/37	28%
Matongo	51%	33%	20%	4/35	9%
Muhanga	51,7%	47%	14%	4/30	24%
Muruta	48%	33%	16%	4/25	22%
Rango	52,8%	33%	13%	2/29	19%

Source : Données de la DPE Kayanza et des communes de Kayanza

L'analyse du tableau n°8, ci-dessus, indique que dans 7/9 des communes de la Province Kayanza, la scolarisation des jeunes filles à l'école primaire, pour l'année scolaire 2012/2013, atteint plus de 51% par rapport à celle des jeunes garçons.

La scolarisation des jeunes filles au même niveau que les garçons contribue effectivement à l'émancipation et à la promotion de la jeune fille au même titre que son frère.

Ainsi qu'il sera constaté, quand il sera analysé l'évolution du taux de scolarisation de la jeune fille à l'école primaire, ce taux de plus de 51% a été atteint au cours des années scolaires 2006/2007 et 2007/2008 avec la proclamation de la suppression des frais scolaires dans l'enseignement primaire au Burundi.

Au niveau des administrations communales de Kayanza, trois sur 9 Administrateurs sont des femmes. Toutefois, lors du changement survenu avec le départ d'une des femmes, elle a été remplacée par un homme. Aussi, leur participation au conseil communal dépasse légèrement les 30% sauf dans la Commune de Kayanza où il est de 27%.

3.1.5. Conclusion sur l'axe stratégique n°1.

En guise de conclusion sur cet axe stratégique, l'analyse des progrès réalisés dans le cadre du CSLP II en province Kayanza montre bien qu'il y a eu de bonnes réalisations au niveau des taux des dossiers jugés et de l'état de la gouvernance par rapport à l'ensemble du pays.

Par contre des progrès restent à faire au niveau de la promotion de l'équité. Les taux d'occupation des postes de responsabilité dans les communes et dans les collines sont très faibles et largement inférieurs aux taux minima de 30% observés et exigés dans les conseils communaux.

En outre, il convient de noter que le premier axe stratégique est relativement important, si l'on considère les différentes activités prévues pour sa réalisation ainsi que les ressources qui lui sont allouées.

En 2012 et 2013 ; 30,36% et 30,23% d'allocations totales ont été affectés à la mise en œuvre de cet axe stratégique tandis que pour les prévisions budgétaires, cette proportion a été constante pour plus de 30% en 2012 ; et 2013 et 2014, ce qui démontre l'insuffisance des ressources financières affectées à cet axe aussi important particulièrement au niveau de l'ensemble des communes de Kayanza qui n'ont prévu que 3,3% pour toute la durée de mise en œuvre de leurs PCDC II

3.2. Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois.

3.2.1. Analyse des progrès réalisés au niveau national pour les secteurs porteurs de la croissance.

Le secteur agricole est considéré par le CSLP II comme étant le principal moteur de la croissance, à condition qu'il soit progressivement modernisé et que les rendements soient améliorés. Or, entre 2011 et 2012, la production des cultures vivrières a été marquée par une baisse de 264 000 Tonnes, soit environ 6,4%. Cette diminution peut s'expliquer en partie par la réduction des exploitations agricoles au Burundi.

La superficie moyenne des exploitations par ménage au niveau national n'est estimée qu'à 0,516 ha au cours de la campagne agricole 2011-2012 suivant les résultats de l'Enquête Nationale Agricole au Burundi. Par conséquent, la production vivrière ne couvre que les besoins d'une période de 9 mois sur les 12 mois de l'année. Dans certaines provinces comme Ngozi, Kayanza et Bururi, les productions propres ne couvrent que cent soixante-douze jours, soit moins de 50% de l'année.

Quant aux cultures d'exportation, la situation est marquée par la baisse de la production du café en 2012 et d'une hausse en 2013, selon un cycle observé depuis quelques années pour cette culture. En outre, les prix offerts aux caféiculteurs ont baissé atteignant 465 BIF en 2012 contre de 650 BIF en 2011. Par contre, pour le thé, l'année 2012 est marquée par une hausse concomitante de la production et du prix au producteur au cours de la période sous analyse.

Dans le domaine de l'élevage et de la pêche, les actions menées ont été principalement orientées vers l'amélioration de la productivité grâce aux opérations liées au: (i) repeuplement du cheptel ; (ii) amélioration génétique par insémination des bovins ; (iii) protection des animaux d'élevage contre les épizooties par l'organisation de campagnes de vaccination contre la brucellose, les deux charbons bactériens et la dermatose nodulaire et ;(iv)

promotion de l'aquaculture et le renforcement des capacités des pisciculteurs.

Pour ce qui est des minerais, en 2009, les recettes des exportations des produits miniers ne représentaient que 3%, leur part est remontée jusqu'à 13% en 2012. Les recettes budgétaires recouvrées dans ce domaine s'élèvent à 1.754.682.220 FBU pour l'exercice 2012, contre un montant de 1.294.207.728 FBU en 2011, soit une augmentation de plus de 35%.

Dans les secteurs du commerce et de l'industrie, en dehors des indications sur les intentions du Gouvernement en la matière, il n'y a pas d'actions précises développées au cours de la période sous analyse dans les secteurs. Pour ce qui est de l'artisanat, les actions suivantes ont été menées.

(i) La mise en place d'un Centre d'exposition vente pour la promotion de l'artisanat et du commerce au Musée Vivant de Bujumbura ; (ii) la participation aux foires régionales d'exposition-vente des produits artisanaux (JUA KALI NGUVU KAZI) des Pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est au Musée Vivant de Bujumbura au mois de décembre 2012.

Pour ce qui est du secteur privé, le problème récurrent de manque de financement subsiste. En 2012, un montant total d'environ 650 Milliards de FBU a été accordé au titre de crédits au secteur privé. Les différents secteurs importants de l'économie comme l'agriculture et l'élevage y compris la culture du café, l'industrie et l'artisanat ont totalisé moins de 8%. Le secteur de services comme le commerce ainsi que le petit équipement, l'habitat, le tourisme, ont bénéficié d'environ 93% du montant des crédits octroyés.

3.2.2. Analyse des progrès réalisés dans la province de Kayanza au niveau des secteurs porteurs de la croissance.

Dans les termes du CSLP II, l'axe stratégique n°2 vise la transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois. Dans les lignes qui suivent, il est passé en revue les actions menées et les résultats atteints dans la Province de Kayanza par rapport à cet axe stratégique ainsi que par rapport aux objectifs définis.

a) La production des cultures vivrières

Les superficies indiquées en hectares dans les colonnes 5 et 6 du tableau n°9, ci-après, sont celles sur lesquelles sont pratiquées les cultures au cours des exercices 2012 et 2013.

Tableau n°9: Evolution de la production des cultures vivrières en 2012 et 2013 (en tonnes)

Culture	2012	2013	Ecart	Superficie 2012 (en ha)	Superficie 2013 (en ha)	Ecart
Haricot	5 878	6 674	+796	12 957	13 390	+433
Manioc	52 641	24 247	-28 394	6 260	3 079	-3 181
Petit pois	951	3 682	+2 731	1 042	2 013	+971
Pomme de terre	22 335	15 310	-7 025	3 414	2 560	-854
Patate douce	66 719	76 788	+10 069	8 591	7 059	-1 532
Mais	2 155	636	-1 519	3 695	1 378	-2 317
Riz	2 479	3 727	+1 248	1 477	432	-1 045
Blé	228	1 377	+1 149	1 217	1 646	+429
Banane	46 900	121 012	+74 112	4 458	3 253	-1 205
Arachide	-	2 069	+2 069	-	194	+194
Soja	-	16	+16	-	36	+36
Total	200 286	255 538	+55 252	43 111	35 040	-8 071

Source : Données de la DPAE Kayanza

Ce tableau indique que les plus importantes cultures vivrières de la Province de Kayanza sont la banane, la patate douce, le manioc, la pomme de terre et le riz. Il sera noté que dans l'ensemble, la production des cultures vivrières a augmenté de 27,57%. La production de la banane a été multipliée par environ 2,6.

L'étude recommande que pour plus de suivi de la production des cultures vivrières, les communes établissent sur base des productions obtenues pour chaque type de culture, au cours des années 2012 et 2013, les projections de la production pour les prochaines années du CSLP II. En effet, sans estimations de performances de résultats à atteindre chaque année, il est difficile de savoir si oui ou non, d'une année à une autre, il y a eu des progrès ou une régression.

b) La production des cultures maraichères

Il est repris dans le tableau ci-après, l'évolution de la production des cultures maraichères en 2012 et 2013

Tableau n°10 : Evolution de la production des cultures maraichères 2012- 2013 (en Tonnes)

Culture	2012	2013	Ecart	Superficie 2012 (en Ha)	Superficie 2013 (en Ha)
Choux blanc	6835	6873	+38	418	471
Aubergine	461	486	+25	99	103
Lenga Lenga	42	206	+164	19	76
Oignon blanc	8 173	7 656	-517	583	642
Oignon rouge	330	-	-330	37	0
Tomate	3 079	639	-2440	183	91
Poivron	246	88	-158	5	14
Carotte	2412	95	-2317	169	15
Poireaux	9	70	+63	3	10
TOTAL	21 587	16 113	-5 474	1516	1422

Source : Données de la DPAE Kayanza.

Il ressort de ce tableau que les cultures maraichères les plus pratiquées dans la province de Kayanza selon les données de la DPAE sont par ordre d'importance, l'oignon blanc dont la production a représenté respectivement en 2012 et 2013, environ 39% et 48% de la totalité de la production maraichère au cours de ces deux exercices.

Celle qui suit est le chou blanc. Il représentait environ 32% de la production maraichères en 2012 et environ 43% en 2013. Il a été pratiqué sur des superficies représentant respectivement environ 28% et 33% en 2012 et 2013 suivant les mêmes données des rapports annuels d'activités de la DPAE pour 2012 et 2013.

La production des cultures maraichères a diminué en quantité de 2012 à 2013 d'environ 26%. Les cultures de la tomate et de la carotte y sont pour plus de 86%. Les superficies sur lesquelles ces cultures sont pratiquées ont sensiblement diminué de 2012 à 2013. La superficie pour la culture de la tomate a été réduite de plus de 50% entre 2012 et 2013, tandis que pour la carotte, la réduction de la superficie est de plus de 91%.

Comme pour les cultures vivrières, des projections de productions pour les années suivantes devraient être établies pour des besoins de suivi de l'évolution de la production au cours de chaque année du CSLP II.

c) La production des cultures d'exportation

La première culture d'exportation pratiquée dans toutes les 9 communes de la Province de Kayanza est le caféier. Seules trois communes à savoir Gataru, Kayanza et Matongo peuvent donner des informations complètes pour indiquer le nombre de pieds de caféier, la superficie occupée par la culture du café ainsi que les productions pour les années consécutives de 2011 et 2012.

Dans le cadre de la privatisation de la filière café au Burundi, des stations de dépulpage et de lavage du café ont été installées dans certaines communes

de la province de Kayanza. Leur installation est proportionnelle aux quantités de café produites sur le territoire de chaque commune.

Il y en a cinq dans la commune de Butaganzwa ; deux dans la commune de Gahombo; trois dans la commune de Gatara ; trois dans la commune de Kabarore ; sept dans la commune de Kayanza; trois dans la commune de Matongo; deux dans la commune de Muhanga et deux dans la commune de Rango. En plus des stations de lavage, deux usines de déparchage sont installées dans les Communes de Kayanza et Gatara.

La deuxième culture d'exportation relativement importante dans la Province de Kayanza est le thé cultivée en commune de Muruta sur une superficie de 2 222, 34 ha dont 32,39% pour les plantations industrielles appartenant au Complexe Théicole de Rwegura et 67,61% de plantations villageoises.

Pour l'année 2011-2012, la production du thé a été de 13 413,345 tonnes de feuilles vertes. Le PCDC II prévoit une production de 2 200 Tonnes de thé sec chaque année dans la seule Commune de Muruta. Le théier est aussi pratiqué dans les communes de Kabarore et Matongo. La commune de Matongo pratique en plus, la culture du maracuja, de même que la commune de Kayanza pratique celle du macadamia.

Il faudrait que chaque commune et toute la province de Kayanza, par rapport à leur production du café au cours de l'année, puissent indiquer leur contribution par rapport au montant de devises, que le Pays rentre sur l'exportation du café. La maîtrise des mêmes données est également recommandée pour la culture du thé dans les communes de Muruta, Matongo et Kabarore pour les mêmes raisons.

d) La production animale.

L'élevage du gros bétail est pratiqué dans toutes les communes de la province de Kayanza avec des effectifs relativement plus importants dans les communes de Muhanga ; Rango ; Matongo ; Kabarore et Kayanza. Ces cinq communes totalisent 66% du cheptel bovin.

En considérant les effectifs indiqués dans le rapport de la DPAE pour 2013 et le nombre d'habitants dans chaque commune, il est établi dans le tableau ci-après, l'estimation du nombre de têtes de bétail par ménage, la taille du ménage étant de 5,5 personnes

Tableau n°11 : Nombre de têtes de gros bétail pour 100 ménages dans les communes de Kayanza.

Commune	Population	Nbre ménages	Nbre têtes bétail	Nbre têtes bétail/100 ménages
Butaganzwa	68 244	12 408	2 462	20
Gahombo	53 065	9 648	4 007	42
Gatara	93 667	17 030	4 854	28
Kabarore	72 142	13 117	5 756	44
Kayanza	111 939	20 353	5 420	27
Matongo	83 075	15 105	5 942	39
Muhanga	69 905	12 710	6 486	51
Muruta	74 867	13 612	3 662	27
Rango	93 395	16 981	6055	36
TOTAL	719 238	130 771	44 644	34

Source : Tableau tiré des données de la DPAE Kayanza et des communes de la province Kayanza

Il ressort du tableau ci-dessus, qu'en moyenne, il y a dans la province de Kayanza 34 têtes de gros bétail pour 100 ménages. Par rapport au nombre total des bovins en élevage dans tout le pays en 2012, la Province de Kayanza occupe le 7ème rang avec 47 268 têtes de gros bétail, soit environ 7% de l'effectif total de 609 430 bovins.

En plus de l'espèce bovine, le repeuplement du cheptel opéré en 2013, a aussi concerné d'autres espèces comme les caprins. Environ 2270 caprins d'origine burundaise ont été distribués dans les 9 communes de Kayanza. Les communes qui en ont le plus bénéficiés par ordre d'importance sont celles de Gahombo, Gatara, Matongo et Muruta. Elles totalisent environ 65%. Les communes de Kabarore, Butaganzwa, Kayanza et Rango en ont eu le moins.

Pour les porcins, 685 unités dont 61% sont en provenance du Rwanda ont été distribués dans les communes de Gatara, Matongo, Muruta et Rango. Pour la volaille, essentiellement d'origine ougandaise, environ 11 800 unités ont été distribués aux populations des communes de Gahombo, Gatara, Kabarore, Matongo, Muhanga, Muruta et Rango à hauteur d'environ 1700 par commune. Les communes de Butaganzwa et Kayanza n'en ont pas bénéficié.

Un autre facteur qui a été considéré au cours de l'analyse est le taux de survivance des bêtes par rapport aux naissances à la fin de l'année 2013. Il est repris dans le tableau ci-après :

Tableau N°12 : survivance des bêtes dans les communes de Kayanza

Communes	Naissances	Survivances	Pourcentages survivance
Butaganzwa	48	47	98
Gahombo	136	128	94
Gatara	343	316	92
Kabarore	137	137	100
Kayanza	140	129	92
Matongo	131	117	89
Muhanga	159	159	100
Muruta	316	298	94
Rango	153	146	95
TOTAL	2 661	2354	88,5

Source : Tableau tiré des données de la DPAE Kayanza et des communes de la province Kayanza

Ainsi que l'indique le taux de survivance, dans chacune des communes de la province de Kayanza, le taux moyen de 88,5% est relativement bon. Il a été réduit par celui de la commune Matongo qui est de 89%. Le meilleur taux de 100% se trouve dans les communes de Kabarore et Muhanga.

L'étude a aussi relevé qu'en termes de survivance, la race améliorée connaît le taux le plus bas. Il est de 83% contre 90% et 91% respectivement pour la race croisée au premier degré et la race locale. Cela signifie que la race

améliorée exige plus de soins et que les moyens financiers pour l'entretien des bovins de cette race est plus élevé. Une information et une sensibilisation sur ces exigences doit être clairement communiquée aux éleveurs potentiels de cette race, surtout ceux qui en reçoivent dans le cadre de la chaîne de solidarité bovine à travers les projets et programmes de développement des filières.

e) Autres types d'élevage pratiqués dans la Province de Kayanza.

Outre l'élevage du gros et du petit bétail, il est aussi pratiqué dans la province de Kayanza de l'apiculture et de la pisciculture. L'apiculture est pratiquée dans toutes les communes de Kayanza avec plus de 3350 apiculteurs dont les plus grands nombres sont retrouvés dans les communes de Rango, Muhanga et Kabarore. Ils sont moins nombreux dans les communes de Gahombo et Matongo selon les données de la DPAE et les informations livrées par les communes.

Les ruches modernes représentent seulement 17% contre 83% qui sont encore traditionnelles. L'étude recommande aux apiculteurs à s'organiser en groupements coopératifs par collines ou zones, en coopératives par commune et même en union provinciale de coopératives de production et de commercialisation du miel. INADES-Formation encadre même une fédération d'apiculteurs dénommée « GARUKIRABAVUMBI ».

Quant à la pisciculture, elle a déjà été initiée dans les communes de Gahombo avec deux étangs piscicoles, dans la commune de Kayanza avec 13 étangs, en commune de Muhanga avec 8 étangs et en commune de Rango avec 8 étangs. La superficie totale couverte par ces étangs est d'environ 110 ares pour la production du *Tylapia*. Ils sont fonctionnels à moins de 50% et produisent à peine 210 Kgs par année, particulièrement dans les communes de Muhanga et Gahombo. Il y a un besoin de réhabilitation des étangs existants et celui de leur réensemencement.

3.2.3. Analyse de la promotion d'autres activités porteuses de la croissance dans la province de Kayanza en dehors de l'agriculture.

a) Activités commerciales

En termes de développement des activités commerciales en Province de Kayanza, la situation se présente différemment d'une commune à une autre. En commune de Kayanza, située au chef-lieu de la Province, la situation semble être plus avantageuse. La Commune dispose de quatre marchés dont celui dit « Marché Central de Kayanza ». Il est en exploitation depuis le mois de Juillet 2014.

Aussi, outre que Kayanza est au chef-lieu de la Province, la commune tire profit de sa proximité avec le Rwanda ainsi que du fait d'être traversée par trois grands axes routiers tous bitumés (RN1, RN6 et RN10) lui permettant des opportunités d'ouverture et d'échanges commerciaux aussi bien avec d'autres provinces qu'avec d'autres Pays de la Communauté des Pays des Grands Lacs et de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

La présence des banques et autres institutions financières ainsi que le développement de la communication par la téléphonie mobile grâce à l'installation d'antennes pour cinq sociétés, sur le territoire de la commune Kayanza contribuent aussi au développement du climat des affaires dans la commune de Kayanza, par rapport aux autres communes de la Province.

En commune de Gahombo par contre, le seul centre de négoce de Rukago que connaissait la commune n'est plus aussi fonctionnel, à la suite de la crise survenue en 1993 et ayant provoqué la fuite des commerçants de la localité vers d'autres centres comme Kayanza, Ngozi et Bujumbura.

En commune de Rango, la situation observée est proche de celle de Gahombo. A la suite de la crise survenue en 1993, le centre de négoce de Rango qui était aussi développé et prospère a été vandalisé et les

opérateurs qui y étaient installés se sont déplacés vers d'autres centres comme Kayanza, Muramvya et Gitega.

Pour le cas de la commune Gatara, les activités commerciales sont essentiellement menées au Marché de Butwe. Une coopérative commerciale s'installe progressivement au chef-lieu de la commune. Elle pourrait améliorer la situation surtout en ce qui concerne l'approvisionnement des articles qui ne sont pas produits dans la commune.

La commune de Muhanga dispose du marché situé au chef-lieu de la Commune ainsi que de celui de Mibazi. Les échanges commerciaux concernent particulièrement les produits de l'agriculture et de l'élevage ainsi que les produits manufacturés produits à l'extérieur.

La commune Muhanga, semble avoir déjà opéré le recensement de ses matières taxables suivant les activités commerciales organisées sur son territoire et cette étape est importante pour la mobilisation des recettes de la commune. C'est une bonne pratique qui pourrait être initiée par d'autres communes, qui n'auraient pas encore organisé cette activité.

Pour la commune de Butaganzwa, les activités commerciales se limitent pour le moment aux transactions opérées sur les marchés de Bumba et Kiryama où il a déjà été opéré le dénombrement des boutiques, dépôts et débits des produits de la BRARUDI, de la bière locale ainsi que d'autres aménagements pour les diverses activités commerciales que la commune voudrait taxer.

Quant à la Commune de Muruta, sa situation n'est pas différente de celles des autres communes rurales en termes d'activités commerciales. Celles-ci se mènent essentiellement autour de quelques agglomérations comme Campazi et Rwegura. Le seul marché de la commune organisé au centre de Rwegura n'est pas aménagé.

La commune de Matongo avait bénéficié de la part du Projet des Travaux Publics et de Création d'Emplois financé par la Banque Mondiale, d'un appui

financier, pour la construction d'un Marché moderne à Bandaga qu'il n'a finalement pas ouvert pour des activités commerciales. L'autorité a préféré y organiser des services de soins de Santé.

Enfin, la commune de Kabarore, dispose d'un marché à Ruhinga et d'autres petits centres de négoce. Quelques institutions de micro-finance dont la Coopec, UCODE et la Poste exercent leurs activités en cette commune.

b) Activités industrielles et artisanales.

Les seules activités industrielles existantes dans la Province de Kayanza se limitent au Complexe Théicole de Rwegura ainsi que la Centrale Hydro-Electrique de Rwegura en commune Muruta. De petites unités de transformation agro-alimentaire se mettent progressivement en place comme à Kayanza, Matongo et Butaganzwa avec l'installation des usines de dépulpage et de lavage du café.

Tableau n°13 : Situation sur l'organisation des activités artisanales en province de Kayanza en 2013.

Communes	Types d'activités artisanales
Butaganzwa	- 50 menuiseries, 20 tuileries, 20 briqueteries, 2 scieries, 2 boulangeries, 2 ateliers de forge, 3 ateliers de couture, 2 ateliers de soudure, 10 unités de salon de coiffure.
Gahombo	- 8 menuiseries, 15 tuileries, 10 briqueteries, 2 unités de carrelages, 10 poteries, 1 vannerie, 2 boulangeries, 1 unité de forge.
Gatara	175 unités de production de l'artisanat de production et 128 unités de production de l'artisanat de service.
Kabarore	-4menuiseries, 6 tuileries, 1 briqueterie, 2 unités de carrelage, 8 scieries, 7 vanneries et tissage, 1 unité de forge, 1 boulangerie, 1 savonnerie, 3 ateliers de couture, 1 cordonnerie, 1 atelier de réparation mécanique, 3 ateliers de réparation des vélos, 2 réparateurs de motos, trois réparateurs de montres, 2 ateliers de soudure, trois salons de coiffure.
Kayanza	-13 ateliers de couture, 4 ateliers de cordonnerie, 44 salons de coiffure, 38 moulins.
Matongo	Les artisanats qui existent dans la commune ne sont pas développés et les produits issus de ces métiers ne sont pas valorisés à leur juste valeur.

Muhanga	- 55briqueteries et tuileries, 4 ateliers de menuiserie, 15 salons de coiffure, 26 petites boulangeries, 6 ateliers de soudure, 92 machines à coudre ;
Muruta	Unités de menuiserie et de maçonnerie sans précision.
Rango	-120 unités de menuiserie, 230 unités de briqueterie et tuilerie, 220 unités de vannerie et tissage

Ainsi que l'indique le tableau n°13 ci-dessus, les activités artisanales sont plus développées dans les communes où le niveau d'alimentation en électricité est aussi bon. Aussi, il apparaît que la pratique d'activités artisanales s'élève à un niveau relativement important et que des efforts particuliers sont nécessaires pour la promotion de ce genre d'activités génératrices de revenus et créatrices d'emplois.

Pour des raisons liées au manque de la tenue des données statistiques au niveau des communes et de la province de Kayanza, il n'a pas été possible de présenter de façon évolutive la situation de ce secteur année par année, de 2011 à 2012. Il s'agit d'un secteur qui est encore mené dans l'informel malgré toutes les potentialités qu'il présente. Avec plus de structuration et d'organisation, les activités artisanales en province de Kayanza, constitueraient un véritable moteur du développement non seulement dans cette province, mais aussi sur le plan national.

c) Développement du tourisme et de l'hôtellerie

Dans certaines communes de Kayanza, il y a un potentiel touristique qui est identifié et qui pourrait être mis en valeur. Il s'agit notamment des sites dits « KUNGOMA et IGISUMANYENZI » en Commune de Butaganzwa, du site funéraire royal « INGANZO » sur la colline de Tondero, des eaux thermales de « Ku Mahoro », du lac artificiel qui alimente la Centrale Hydro-électrique de Rwegura.

D'autres sites touristiques et historiques sont éparpillés à l'intérieur de la Commune Muruta. Ils sont essentiellement composés des tombes des Rois Ntare Rugamba à Muganza, de Mwezi Gisabo à Remera, de Mutaga Mbikije à Mutana et la tombe de Kirima à Ruvumu.

La mise en valeur de tout ce potentiel touristique et historique attirerait des touristes, d'autant plus que le centre urbain de Kayanza dispose déjà d'un bon nombre d'infrastructures d'accueil comprenant 61 restaurants et 18 hôtels.

d) Exploitation rationnelle des minerais

Au niveau de la Province Kayanza, des potentialités d'exploitation minière s'offrent dans la commune de Kabarore avec des extractions du coltan et de la cassitérite à Munege, Kivuvu, Ryamukona, Kibuba, Kidunduri, Caguka et Rorero et un site d'extraction par l'entreprise TAMINCO. Des indices de minerais d'or seraient aussi identifiés sur les sites de Gashiru, Yanza, Dusasa, Caguka et Gisagara dans la même commune .

Dans la commune Kayanza, il y aurait dans la zone Kabuye un gisement de cassitérite et de coltan. En commune Muruta, il y aurait des gisements miniers essentiellement constitués d'or et du coltan et exploités dans la clandestinité.

3.2.4. Analyse de l'amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques.

a) Evolution récente de 2012 et 2013 au niveau national

Sur le plan national, en 2012 et 2013, le nombre de ménages ayant accès à l'électricité est passé de 47 839 (en 2011) à 81 327 grâce notamment à l'implication des privés par l'acquisition de leurs propres groupes électrogènes, la construction de mini centrales hydro-électriques ainsi que le recours aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables, le taux global d'accès à l'électricité pour l'ensemble de la population burundaise qui est de 7% reste l'un des plus faibles du monde.

Il faudra aussi noter que le niveau de consommation de l'électricité est passé de 244 GWH en 2011 à 238 GWH en 2012, soit une diminution de

3%. Le système de délestage en application par les services de la REGIDESO, pouvant être une des raisons de cette diminution.

Ainsi, le nombre de nouveaux raccordements effectués par la REGIDESO en Marie de Bujumbura a connu une baisse de plus de 38% entre 2011 et 2012. En effet alors qu'en 2011, 5792 nouveaux raccordements avaient été effectués, seulement 3580 l'ont été en 2012. Les pertes techniques et commerciales de la distribution de l'électricité de la REGIDESO ont continué à augmenter en passant de 18% à 24% entre 2011 et 2012.

Dans le domaine des TIC, selon le rapport final sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du CSLP II (REFES, 2013), cinq sociétés de téléphonie mobiles interviennent au Burundi depuis 2009. Elles totalisent 36117 abonnés. Une société sur les 5 avait environ 71% des abonnés. En 2013, l'effectif des abonnés pour les cinq sociétés s'élève à 2 597 190, soit une multiplication par environ, 2,8 le nombre d'abonnés de 2009.

La société, qui, en 2009 avait 71% d'abonnés, en a pour 2013, environ, 62,5% et ses effectifs ont été multipliés par environ 2,5. Celle qui a connu le plus grand accroissement d'effectifs de ses abonnés, les a multipliés par 25. Celle ayant connu le plus faible taux d'accroissement les a multipliés par 1,5.

Les taux d'accroissement des effectifs d'abonnés entre 2011 et 2012 et entre 2012 et 2013 sont respectivement de 20% et environ 11%. Le plus grand taux d'accroissement des effectifs d'abonnés aura été observé entre 2009 et 2010. Il est de plus de 63%. Il a chuté à environ 27% entre 2010 et 2011. Les élections de 2010, expliqueraient en grande partie cet accroissement relativement important du nombre d'abonnés à la téléphonie mobile entre 2009 et 2010.

Le taux de couverture par la téléphonie mobile par rapport à l'ensemble de la population burundaise à fin 2013, approche 24%, traduisant ainsi le niveau de pénétration des technologies d'information et de communication dans le pays, incluant même les zones rurales. Les lignes de téléphones

fixes, ne couvrent que 0,3% de la population et seulement 0,7% de la population utilise l'internet à fin 2013.

b) Niveau d'accès et qualité des infrastructures économiques en province de Kayanza.

Niveau d'alimentation en électricité.

Dans la province de Kayanza, la situation d'alimentation en électricité varie d'une commune à une autre. En commune de Butaganzwa, les informations recueillies auprès des autorités communales indiquent que seuls les centres de Musema, Buraniro, Kigarama et Nyabibuye, se trouvant tous dans la seule zone Nyabibuye sont alimentés en électricité.

En commune de Gahombo, seul le chef-lieu de la commune et le centre de négoce de Rukago sont alimentés en électricité par la centrale de Rwegura. L'autre type d'énergie qui se développe petit à petit est l'énergie solaire qui s'observe au service des centres de santé. Dans la commune de Gatara, l'alimentation en électricité est assurée au chef-lieu de la commune et sur les centres comme la zone Ngoro et le centre Maramvya en zone Mbirizi.

En commune de Kabarore, l'alimentation en électricité est assurée au chef-lieu de la Commune et les Centres de Jene, Bukanya, Rwesero et Mugeru qui sont raccordés au courant de la REGIDESO. Aussi, les centres de Kivuvu, Kiziba, Nyamisagara, Tondero, Kibati, Ryamukona, Songore et tous les centres de santé sont dotés des panneaux solaires pour leur éclairage.

Comme pour les autres infrastructures, la commune de Kayanza paraît être la mieux approvisionnée en électricité par rapport aux autres communes. Toutefois, compte tenu du nombre de ménages qui sont au centre ville de Kayanza, des équipements publics et privés qui y sont érigés, l'alimentation en électricité se révèle encore très limitée pour l'ensemble de la commune Kayanza.

Quant à la commune Matongo, son alimentation en électricité se limite pour le moment à 3 sur les 4 zones qu'elle compte et le besoin se fait encore sentir dans la zone de Kabuye. Pour la commune de Muhanga, seul le chef-lieu est alimenté en courant électrique. Cette énergie est distribuée par la REGIDESO à partir de la Centrale hydro-électrique de Rwegura. Des initiatives des particuliers en ce qui concerne l'exploitation de l'énergie solaire sont observées aussi.

La commune de Muruta où se trouve la plus grande centrale hydro-électrique du Burundi à savoir Rwegura, reste l'une des communes ayant un des plus faibles taux de couverture en énergie électrique de la province de Kayanza. En effet, le chef lieu de la commune où sont concentrés tous les services techniques et administratifs n'est pas encore alimenté en courant électrique contrairement aux autres chefs-lieux des communes, sauf Butaganzwa. Pour la commune Rango, aucune partie n'est alimentée en électricité même le chef-lieu.

Infrastructures de transport et voies de communication

La commune Butaganzwa est traversée par un réseau routier constitué de 9 routes et pistes, ainsi que 72 ponts/ponceaux dont la majorité serait en bon état. Le système de communication dans la commune Butaganzwa reste peu développé à cause de l'enclavement. Actuellement, le développement de la téléphonie mobile permet à la population de communiquer, grâce à la présence d'une antenne UCOM à Musema.

La commune Gahombo est traversée par des routes provinciales RP 304, RP 303 et RP 308. Elle est aussi traversée par des routes communales Gahombo–Rukeco (commune Busiga de la Province Ngozi) sur un linéaire de 9 km, Gahombo–Butaganzwa sur 15 km et Rukago–Gatara sur 12 km de linéaire. Toutes ces routes seraient dans un état défectueux.

Pour ce qui concerne la communication, la téléphonie mobile est fonctionnelle dans toute la commune avec les opérateurs comme LEO, ONAMOB, EONET.

En commune Gatara, le réseau routier classé en mauvais état semble-t-il est constitué d'un linéaire d'environ 62 Km. Il comprend en plus 16 ponceaux dont 15 sont en mauvais état aussi. Les communications téléphoniques sont possibles à certains endroits de la commune grâce aux installations des sociétés de téléphonie mobile de l'ONAMOB, LEO et ECONET.

La commune de Kabarore est desservie par une seule route compactée et relativement praticable. Il s'agit de la route Mparamirundi-Jene-Kabarore sur une longueur de 25 km. Toutes les autres routes seraient en très mauvais état. Il s'agit des routes Rwegura-Rugazi-Buvumu; Jene-Gisove; Bukanya-Ruvomo et Randa-Ryamukona. Les ponts sur ces routes sont soit détruits, soit inexistant.

En plus de ces routes intra et intercommunales, la commune Kabarore compte 15 pistes rurales qui permettent la circulation à l'intérieur de la commune. Leur longueur est estimée à 75.5 km. Ces pistes sont en mauvais état par manque d'entretien et sous les effets de l'érosion.

Aujourd'hui, la commune Kabarore est presque exclusivement couverte par le réseau téléphonique cellulaire du Rwanda. Le gros des habitants de Kabarore communique par ce réseau.

Comme il a déjà été indiqué plus haut, parmi les grands atouts pour le développement de la commune Kayanza, il est noté l'existence de 3 routes bitumées qui relient la commune à d'autres Provinces ou Pays. Il existe en plus, un réseau de pistes intra et intercommunales de 77 km de long même si elles ne sont pas toujours en bon état.

Pour des besoins de télécommunication, il y a déjà cinq Opérateurs de la téléphonie mobile dans la commune qui sont LEO, ONAMOB, SMART, TEMPO et ECONET. Le téléphone fixe de l'ONATEL est bien fonctionnel au Centre de Kayanza

Quant à la commune Muhanga, elle est traversée par des pistes aménagées, se développant sur un linéaire de 83 km. Muhanga vient de

bénéficier des services de latérisation de quelques pistes rurales dont celle qui mène au chef-lieu de la Commune.

La commune Muhanga est desservie par trois réseaux téléphoniques dont LEO, ONAMOB et AFRICEL.

Pour la commune Rango, celle-ci dispose de routes principales pour la relier à d'autres communes et des voies secondaires joignant les collines de la commune entre elles. En plus des routes et pistes, il y a aussi des ponts et des ponceaux en attente de travaux de réhabilitation comme les routes et pistes. Les communications téléphoniques sont possibles à certains endroits de la commune grâce aux installations des sociétés de téléphonie mobile de l'ONAMOB, LEO et ECONET.

De façon spécifique, au cours de l'année 2013, les interventions ciblées par rapport à cet Axe Stratégique ont essentiellement porté sur le repeuplement du cheptel par la distribution du gros bétail de race améliorée dans les communes de Gahombo, Gatara, et Rango de même que les inséminations artificielles dans les commune de Kabarore et Butaganzwa. Elles ont également porté sur la distribution des caprins, des porcins et lapins dans les communes de Gahombo, Kayanza, Matongo et Rango.

Elles ont aussi porté sur la distribution de 374 boutures de bananiers dans les communes de Gahombo, Kabarore, Butaganzwa et Rango de même que la mise à disposition des agriculteurs d'engrais chimiques dans les communes de Gahombo, Matongo, Rango et Muruta ;

Elles ont en outre concerné la plantation de nouveaux plants de caféiers dans les communes de Gahombo, Kabarore, Butaganzwa et Rango ainsi que la certification des minerais exportés de la commune Kabarore.

3.2.4. Conclusion sur l'axe stratégique n°2.

L'analyse qui vient d'être développée a porté sur la mise en œuvre du CSLP II au niveau national et dans la province de Kayanza par rapport à l'axe

stratégique n°2. Plus haut, il avait été indiqué que cet axe, occupe une place très importante et que sa mise en œuvre cohérente et conséquente, conduirait à de meilleurs résultats du CSLP II.

La part du financement qui lui était réservé par exemple en 2012 et 2013, comparée aux ressources de 2011 est une preuve de son importance comme il est indiqué dans le tableau n°1 de ce document.

Ces prévisions, n'ont malheureusement pas été respectées dans les faits. L'on observe que par rapport aux allocations budgétaires pour les exercices 2012 et 2013, les parts effectivement consacrées à l'axe stratégique n°2 ne sont que de 29,35% et 25,57% contre 32,23% et 33, 38% prévus.

Le risque de dérapage sera d'autant plus accentué que les aides additionnelles qui se profilent à l'horizon semblent être orientées prioritairement vers les axes stratégiques n°1 et n°4 comme il est apparu dans le tableau n°2 ci-dessus relatif au financement du CSLP II en 2012 et 2013.

En termes de résultats, il a été observé qu'entre 2011 et 2012 au niveau national, la production des cultures vivrières a diminuée de plus de 6%. Une des conséquences graves de cette faible disponibilité des produits vivriers, est le recours de plus en plus élevé aux importations des produits alimentaires de première nécessité.

Cette situation préoccupante, relative à la production des cultures vivrières au niveau national, se retrouve dans les communes de la province de Kayanza. Elle exige la prise de mesures rapides, surtout en termes d'accroissement des rendements.

Par rapport au secteur de l'élevage, une analyse sommaire, sur le nombre de têtes du gros bétail détenus par 100 ménages au niveau national et au niveau de la province Kayanza révèle que même sur le plan quantitatif, il n'y a pas encore assez de bovins.

Dans certains pays voisins du Burundi, il est prôné l'objectif d'une vache par ménage. A la fin 2012, la situation indique 31 têtes du gros bétail pour 100 ménages au niveau national et une moyenne de 34 têtes du gros bétail pour 100 ménages au niveau de la province Kayanza.

Le repeuplement du cheptel initié en 2013 dans les 9 communes de la province Kayanza a permis l'introduction de 290 bovins dont plus de 97% sont de race frisonne. Sur ces bêtes introduites en 2013, un effectif de 210 têtes de gros bétail, soit, plus de 70% sont distribués dans la seule commune de Muhanga.

C'est ce qui explique en partie, le fait que la commune Muhanga est celle dont le nombre de têtes de gros bétail pour 100 ménages est le plus élevé.

Pour les prochaines actions du repeuplement du gros bétail dans la province de Kayanza, l'étude recommande leur orientation prioritaire vers les communes de Butaganzwa, Kayanza, Muruta et Gatara, sauf s'il y a d'autres critères qui seraient en défaveur de ces communes.

Au niveau du secteur d'exploitation des minerais, par manque de cadre légal et réglementaire, en la matière, les communes de Kabarore, Muruta, Kayanza et Matongo dans lesquelles sont organisées des activités d'exploitation des gisements de minerais ne tirent rien comme profit de ces opérations. L'étude recommande la mise en application de la Loi n°1/21 du 15 Octobre 2013 portant Code Minier du Burundi, spécialement au niveau de ses articles 148 et 151.

Par rapport aux activités commerciales, il faut souligner que les taxes perçues sur les marchés représentent pour chaque commune environ 64% de ses recettes annuelles pour le moment. Si les communes mettent en place des stratégies de mobilisation et d'augmentation de leurs recettes, celles qui concernent les taxes et les recettes sur les marchés doivent prioritairement retenir leur attention.

Pour ce qui est des activités artisanales, l'étude recommande à chaque commune, de mener de la façon la plus rigoureuse le recensement de toutes les unités et associations artisanales qui se trouvent sur son territoire en vue de leur bonne identification et leur appliquer ensuite la taxation annuelle suivant la réglementation en vigueur.

Quant au développement des infrastructures économiques en quantités et de bonne qualité, l'étude note que les interventions du CSLP II en province de Kayanza en matière d'alimentation en électricité, au cours des 2 premières années, ne dégagent pas d'actions précises dans ce secteur. Les premières interventions prévues dans ce secteur auront lieu à partir de 2014 dans le cadre des PCDC II, notamment dans les communes de Muruta et Rango dans le cadre des financements promis par le PADDL/K.

3.3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des services de base et renforcement de la protection et de la cohésion sociale.

Pour cet axe stratégique n°3, sur base des indicateurs du CSLP, l'analyse a porté sur les progrès réalisés dans la province de Kayanza pour les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau potable et infrastructures d'assainissement, de l'habitat décent, de la maîtrise de la pression démographique, de la lutte contre le VIH/SIDA et de la cohésion sociale.

3.3.1. Accroissement des capacités d'accueil et qualité du système éducatif.

Pour évaluer le niveau atteint dans le secteur de l'enseignement dans la mise en œuvre des orientations stratégiques du CSLP II dans la province de Kayanza, il a été analysé la situation sur le terrain eu égard aux éléments suivants : (i) le nombre de salles de classes utilisées ; (ii) les effectifs des élèves ; (iii) le nombre d'enseignants par niveau d'études.

a) Enseignement primaire.

Au début de l'année scolaire 2013/2014, il y avait dans la Direction Provinciale de l'Enseignement de Kayanza, 238 écoles primaires, réparties dans 206 directions. Les effectifs les plus élevés de ces écoles, se trouvent dans les communes de Matongo et Kayanza avec respectivement 32 et 31 écoles. Celles qui en ont le moins sont les communes de Muhanga et Butangzwa avec respectivement, 19 et 21 écoles.

Au cours de l'étude, une attention a été réservée à l'analyse de l'évolution de certains autres indicateurs comme celui du taux d'achèvement.

De manière générale, il convient de situer le taux d'achèvement qui se situe dans la trajectoire nationale avec des taux très élevés et des réductions perceptibles des écarts de la scolarité des filles par rapport à celle des garçons selon le graphique n°2 et le tableau n°14 a ci-après.

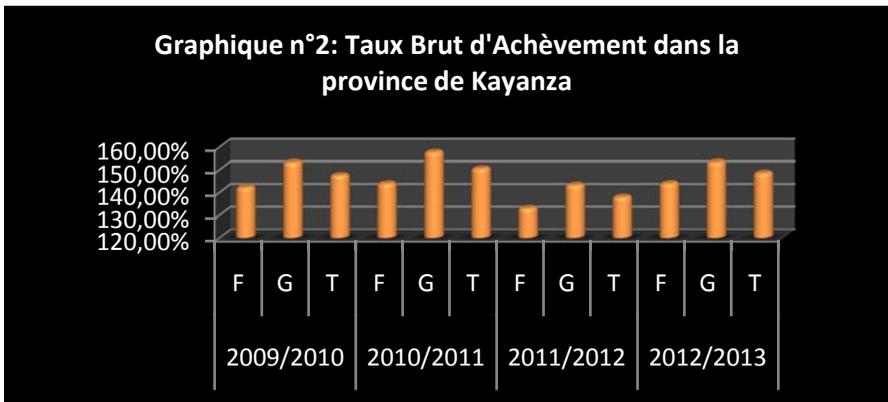


Tableau n°14 a: Evolution du TBS par sexe entre 2009/2010 et 2012/2013

Province	2009/2010			2010/2011			2011/2012			2012/2013		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T	F	G	T
KAYANZA	147,4%	154,0%	150,6%	152,8%	156,8%	154,7%	145,0%	145,5%	145,3%	139,7%	139,6%	139,6%

Tableau n°14 b : Proportion de redoublants par sexe entre 2012 et 2013

Province	2009/2010			2010/2011			2011/2012			2012/2013		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T	F	G	T
KAYANZA	29,6%	29,6%	29,6%	33,4%	33,5%	33,4%	31,6%	31,6%	31,6%	27,4%	27,6%	27,5%

Tableau n°14 c : Evolution du TAP par province et par sexe entre 2009/2010 et 2012/2013

Province	2009/2010			2010/2011			2011/2012			2012/2013		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T	F	G	T
KAYANZA	59,1%	61,0%	60,0%	64,6%	63,0%	63,8%	68,0%	61,5%	64,9%	74,6%	64,5%	69,7%

Tableau n°14 d : Pourcentage des salles de classes et groupes pédagogiques pratiquant la double-vacation par province

Province	2009/2010		2011/2012		2012/2013	
	%SDC en 2V	%GP en 2V	%SDC en 2V	%GP en 2V	%SDC en 2V	%GP en 2V
KAYANZA	59,3	74,4	49,6	66,3	50,4	67

SOURCE : Tableau tiré des rapports de la DPE Kayanza

Par contre le problème de redoublement persiste et la proportion de redoublement est quasi constante, de 29% durant l'année scolaire 2009/2010, elle se situe à 27% durant l'année 2012/2013.

Une des explications données de ces échecs scolaires est l'effectif élevé des écoliers par classe, le manque de ressources humaines et de matériel didactique pour soutenir les enseignements.

Le tableau n°15 présente la proportion des salles de classe et des groupes pédagogiques pratiquant la double vacation ; la moyenne est encore élevée et dépasse les 50%, ce qui confirme le fait que les effectifs sont très élevés par rapport aux structures d'accueil et aux ressources dont disposent les écoles pour les accueillir.

Tableau n°15 : Evolution des ratios sur les années scolaires 2011-2014 pour la province de Kayanza à l'enseignement primaire.

Année scolaire	Nbre écoliers	Nbre salles de classes	Nombre d'enseignants	Nombre d'écoliers/salle de classe	Nombre d'écoliers/enseignant	Nombre d'écoliers/banc pupitre
2011/2012	136 104	1682	2784	81	49	4/1
2012/2013	143 727	1756	2885	82	50	4/1
2013/2014	148 439	1761	2835	84	52	4/1

Source : Tableau tiré des rapports de la DPE Kayanza.

A l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que pour l'ensemble de la province Kayanza, la moyenne par salle de classe est de 84 écoliers au cours de l'année scolaire 2013/2014. Il était respectivement de 82 et 81 au cours des années scolaires 2012/2013 et 2011/2012.

Dans les classes de première année selon la même source, la moyenne par salle de classe est de 113 écoliers contre 103 écoliers en deuxièmes années. Pour les classes de sixièmes années, la moyenne est de 49 écoliers par salle de classe.

Pour ce qui est du ratio du nombre d'élèves/enseignants, le tableau ci-dessus indique qu'il augmente aussi d'une année scolaire à une autre de 2011 à 2014, en passant de 49 élèves/ enseignant au cours de l'année scolaire 2011/2012 à 50 et 52 élèves/ enseignant respectivement au cours des années scolaires 2012/2013 et 2013/2014.

Pour les deux ratios, l'évolution est plutôt négative. Les effectifs des deux ratios ont en effet augmenté d'une année à l'autre, ce qui n'est pas favorable à la qualité de l'enseignement. L'étude recommande en conséquence, l'augmentation des effectifs des enseignants en province de Kayanza de même que la construction des salles de classe.

Au cours de l'année scolaire 2014/2015, si le taux d'accroissement de 3% observé entre 2012/2013 et 2013/2014 est maintenu, l'effectif des élèves à Kayanza sera de 152 892. Pour respecter le ratio élève/salle de classe de 74, indicateur du CSLP II, il faudra construire 305 salles de classe en 2014. Ce qui est pratiquement impossible étant donné qu'au cours, des deux dernières années, la Province n'en a construites que 79 soit une moyenne de 40 salles de classes par an.

Cette moyenne annuelle devrait être au minimum de 120 salles de classes par an, pour tendre vers ce ratio du CSLP II. Pour ce qui est des enseignants, le ratio de 45 élèves/enseignant, sera atteint au cours de l'année scolaire 2014/2015, si la Direction Provinciale de l'Enseignement recrute pour l'année prochaine environ 560 enseignants. Pour les bancs pupitres, il devrait y en avoir environ 39 250 pour garder le ratio de 3,9 pour la prochaine année scolaire.

b) Enseignement secondaire, technique et professionnel

Par rapport au niveau secondaire, l'analyse a porté successivement sur la répartition des écoles secondaires par commune. Elle a porté sur la répartition des effectifs d'élèves par niveau d'études et par commune, sur le taux d'accroissement des effectifs, par rapport à l'année scolaire précédente, sur la répartition des enseignants dans la province.

L'analyse a enfin porté sur le taux de réussite dans les communes à la fin de l'année scolaire 2012/2013. Les principaux ratios de l'enseignement secondaire dans la province ont été également passés en revue. Toutes ces évaluations ont été menées sur base de tableaux dont les données sont reproduites dans les rapports d'activités de la DPE pour les années scolaires 2011/2012 ; 2012/2013 ; 2013/2014;

Ainsi, si l'on considère au niveau de chaque commune, en plus des écoles publiques, celles sous conventions et privées, la commune de Kayanza se présente comme celle qui a le plus grand nombre d'écoles secondaires. Elle en a 9 et elle est suivie par la commune Butaganzwa, qui en a 8. Suivent après les communes de Gatara et Matongo, qui en ont chacune 7.

Pour ce qui est de la répartition, des effectifs d'élèves par niveau d'étude et par commune, l'analyse ressort que dans la province de Kayanza, les élèves des classes de septièmes années représentent environ 38% des effectifs du secondaire dans toute la province. Dans certaines communes comme Kabarore, Muhanga, Matongo, Muruta et Gahombo, les effectifs des classes de septième représentent entre 42% et 47% de tous les effectifs des élèves du secondaire.

Si avec de tels effectifs, ils avancent dans la classe suivante à 90%, il faudra multiplier par 1,6 les salles de classe en moyenne. Dans certaines communes, il faudra multiplier par plus de 2, le nombre de salles de classes de huitième année. C'est un grand défi à lever pour toutes les communes de Kayanza.

Quant au taux d'accroissement, il est noté que le taux moyen d'accroissement des effectifs d'élèves entre l'année scolaire 2012/2013 et 2013/2014 est de 22,5% pour toute la province de Kayanza. Dans certaines communes comme Muhanga et Gahombo où ce taux a atteint respectivement plus de 32% et 30%, la Direction Provinciale et les Directions Communales de l'Enseignement devront réserver une attention particulière à cette question pour l'année scolaire prochaine étant donné que

les constructions des salles de classe et surtout l'affectation des enseignants ne suivent pas nécessairement le même rythme.

Pour ce qui est de la répartition des enseignants, sur les 657 enseignants à l'École secondaire de Kayanza ; 206, soit plus de 31% ne sont pas qualifiés. Ils sont surtout affectés dans les Communes de Kabarore pour 23%, Butaganzwa, Gatara et Muruta respectivement pour environ 15% et 12%. Le taux d'affectation d'enseignants non qualifiés dans les communes influe sur les résultats obtenus à la fin de l'année. La commune de Kabarore a le taux le plus faible de 55,2%. Elle est suivie par la commune de Muruta avec un taux de 57,9% et Gatara 58,8%.

S'agissant du taux de réussite, dans les communes, l'analyse révèle que si l'on fait la soustraction des élèves qui n'ont pas été classés, les élèves ayant obtenu 70% et plus pour toutes les écoles secondaires représentent seulement 2,4%. Ceux qui ont obtenu 60% et plus représentent environ 21% et ceux ayant obtenu 50% et plus représentent plus de 43% des effectifs. Plus de 33% n'ont pas eu 50%.

Tableau n°16 : Evolution des ratios sur les années scolaires 2011-2014 au secondaire.

Année scolaire	Nombre d'élèves	Nombre de salles de classes	Nombre d'enseignants	Nombre d'élèves / salle de classe	Nombre d'élèves/ enseignant	Nombre d'élèves /banc pupitre
2011/2012	23 687	378	483	63	49	4/1
2012/2013	28 784	463	485	62	59	4/1
2013/2014	39 623	591	657	67	60	4/1

Source : Tableau tiré des rapports de la DPE Kayanza.

Pour ce qui est des principaux ratios de l'enseignement secondaire en province de Kayanza, il ressort que les ratios élèves/ par salle de classe ; élèves/ enseignant et élèves/banc-pupitre dépassent les normes même si ce

n'est pas dans les mêmes proportions qu'au niveau de l'enseignement primaire.

Même s'il est relevé qu'entre 2011/2012 et 2012/2013, il y a eu augmentation du nombre de salles, pour environ 22,5%, la surpopulation reste observée dans les salles de classe au niveau de l'enseignement secondaire dans la province de Kayanza. Entre 2012/2013 et 2013/2014, le nombre de salle de classe a augmenté de 27,6% tandis que les effectifs d'élèves ont augmenté de 37,6%.

Pour l'année scolaire 2014/2015, avec une augmentation de 20% résultant du passage en septième année des lauréats de la sixième avec un taux moyen de réussite d'environ 50% sur un effectif total de 15 850 écoliers, selon les données de la DPE, il y aura dans la province de Kayanza environ 47 500 élèves à l'enseignement secondaire.

Pour respecter les ratios de 50 élèves/salle de classe et 50 élèves/enseignant, il devrait y avoir en province de Kayanza, 950 salles. Par rapport au nombre actuel de 591, il faudrait encore ajouter 360 salles de classe. Au cours des deux dernières années, la province en a construites 213, soit une moyenne annuelle de 107. C'est moins de 30% de ce qu'il faut pour réduire la surpopulation des salles de classe. Pour les enseignants, la DPE Kayanza avait proposé pour l'année scolaire 2013/2014, le recrutement de 550 unités pour se situer dans les normes du Ministère.

Dans la Direction Provinciale de l'Enseignement en Province de Kayanza, l'enseignement technique est organisé pour 386 élèves dans trois communes qui sont Butaganzwa, Gatara et Kayanza. En commune de Gatara, il y a 288 élèves répartis en deux sections (juridique et gestion), tandis qu'à Butaganzwa, ils sont à 31 en section juridique et à 67 en commune de Kayanza pour la section gestion. Cette situation est celle de l'année scolaire 2013-2014.

L'enseignement des métiers en province de Kayanza quant à lui, se heurte aux contraintes liées aux capacités limitées du personnel enseignant, au

manque de matériel didactique et au manque d'opportunités de suivi des formations pratiques sur le terrain. Les communes de Butaganzwa, Gahombo, Gatara et Matongo ne disposent pas encore de centres d'enseignement des métiers.

Pou ce qui est de l'enseignement supérieur en province de Kayanza, il se met progressivement en place à travers l'université privée appelée « Université des Collines ». Elle organise ses enseignements pendant la journée et le soir depuis l'année académique 2011-2012. Les filières qui sont pour le moment suivies sont celle de droit, d'informatique de gestion, de psychologie clinique et sociale, de gestion des entreprises et de santé publique. Un effectif de 160 étudiants fréquente déjà cet établissement.

Au cours de l'année 2013, il est relevé par rapport à ce secteur, les actions reprises dans le tableau n°17 ci-après :

Tableau n°17 : Réalisations dans le secteur de l'éducation en 2013.

Communes	Actions
Gahombo	Construction de 27 salles de classes, acquisition de 225 bancs pupitres, de manuels scolaires, extension de 7 salles de classe des lycées Kirombwe, Nzewe et Sainte Dorothee, construction d'une école maternelle et alphabétisation de 880 analphabètes.
Kabarore	Construction de 15 salles de classe, acquisition de 326 bancs pupitres, transformation de 2 collèges communaux en lycées communaux et extension de 3 lycées communaux par la construction de 2 salles de classe à chaque établissement- Démarrage de l'enseignement préscolaire
Gatara	Construction de 54 salles de classe-Démarrage des travaux de construction d'une école technique en étage de KIVURUGA et extension des lycées GATARA, NGORO, MBIRIZI-Création de 3 collèges communaux. Equipement de la salle de classe pour l'enseignement préscolaire
Butaganzwa	Construction de 15 classes et acquisition par les écoles secondaires d'équipements informatiques, bancs pupitres et livres - Organisation de 5 centres d'alphabétisation
Kayanza	Construction de 3 écoles primaires et extension de 2 autres - Organisation des centres d'alphabétisation des adultes et équipement des cercles préscolaires

Matongo	Construction de nouvelles salles de classe et ouverture de la 1 ^{ère} année préscolaire à Bandaga
Rango	Construction de 18 salles de classes
Muhanga	Construction de 7 écoles - Démarrage des travaux de construction de l'Ecole moderne de Masama II et école technique de Ndava - Organisation du seul centre d'alphabétisation des adultes dans la zone Maramvya
Muruta	Construction de 16 salles de classe

3.3.2. Renforcement des capacités et performances du système sanitaire.

Pour atteindre le double objectif, de capacités renforcées et d'amélioration des performances du système sanitaire au Burundi, le CSLP II définit quelques indicateurs qui ont été rapportés dans le premier Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du CSLP II au mois de décembre 2013.

Ils sont liés au (i) taux de couverture sanitaire; (ii) taux d'enfants complètement vaccinés; (iii) taux de prévalence contraceptive pour les femmes en unions ; (iv) taux de prévalence du paludisme pour les enfants de moins de 5 ans; (v) pourcentage d'accouchement assisté par un personnel qualifié; (vi) population moyenne couverte par un hôpital; (vii) population moyenne couverte par un centre; (viii) population moyenne couverte par un médecin; (ix) population moyenne couverte par un infirmier; (x) prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans.

Au niveau de la Province de Kayanza, l'analyse de la situation a porté à la fois sur les structures de soins de santé, sur le suivi des services de santé au niveau du bureau provincial sanitaire ainsi que le suivi des services de soins dans les hôpitaux et centres de santé de Kayanza.

Les données présentées par le bureau provincial de la santé à Kayanza ont servi pour l'établissement du tableau ci-après. Il fait une comparaison entre les taux du CSLP II et les taux en province de Kayanza à l'issue des années 2012 et 2013.

Tableau n°18 : Situation sanitaire en province de Kayanza sur base des indicateurs du CSLP II

Indicateurs	Taux du CSLP II	Taux à Kayanza
Taux de Prévalence contraceptive pour les femmes en unions	22 à 28%	18,6%
Taux de prévalence du paludisme pour les enfants de moins de 5 ans	30 à 17%	25%
Pourcentage d'accouchement assisté par un personnel qualifié	60 à 80%	68%
Population moyenne couverte par un hôpital	0,76/10 000	0,04/10 000
Population moyenne couverte par un centre de santé	0,96/10 000	0,63/10 000
Population moyenne couverte par un médecin	0,56/10 000	0,11/10 000
Population moyenne couverte par un infirmier	1,83/10 000	1,29/10 000

Source : Tableau tiré des données du BPS et du rapport sur la mise en œuvre du CSLP II en 2012.

A l'analyse de ce tableau, il ressort que de façon générale, dans la province de Kayanza, les infrastructures de santé surtout les hôpitaux sont encore en nombre très bas. Il en est de même pour le personnel soignant surtout les médecins qui sont encore à 20% du taux de l'indicateur.

L'étude recommande des actions particulières, pour relever les taux de la population couverte par un hôpital et celle couverte par un médecin dans la province de Kayanza pour être proche des taux des indicateurs du CSLP II.

Ceci passera par la construction d'autres hôpitaux suivie du recrutement d'autres médecins. Le besoin de recrutement des médecins se fait d'autant plus sentir, que les médecins directeurs du bureau provincial de la santé et des districts sanitaires, sont suffisamment occupés par le volume du travail d'administration et de gestion. Ils ne dégagent pas de temps pour l'administration de services de soins aux patients.

a) Structures de soins de santé dans la province sanitaire de Kayanza.

Des informations recueillies auprès du bureau provincial de la santé en province de Kayanza, les soins sanitaires sont administrés, en cette localité, au niveau des districts sanitaires et des centres de santé.

La Province Sanitaire de Kayanza dispose pour le moment de trois hôpitaux. Celui de Kayanza au chef-lieu de la Province et fonctionnant avec autonomie de gestion, celui de Musema en Commune de Butaganzwa avec un statut de structure publique ainsi que celui de Gahombo avec un statut de structure publique aussi. Ce dernier hôpital a été construit au cours de la période de mise en œuvre du CSLP II.

La Province Sanitaire de Kayanza est subdivisée en trois bureaux de districts sanitaires comprenant 19 centres de santé dans le district sanitaire de Kayanza; 13 centres de santé dans le district sanitaire de Musema et 14 centres de santé dans le district sanitaire de Gahombo.

Sur les 46 centres de santé se trouvant dans la province sanitaire de Kayanza, 56% sont publics ; 20% sont privés ; 20% sont rattachés à l'église catholique et 4% sont rattachés à l'église des pentecôtistes. Parmi ces centres de santé, 80% ont été réhabilités ou connu des extensions en 2012.

Selon les données du BPS à Kayanza, la moyenne des populations couvertes par un district sanitaire, dans la Province de Kayanza est de plus de 215 000 habitants. Il est multiplié par environ 2, le nombre d'habitants indiqués par les normes de l'OMS. Le cas le plus extrême est celui du district sanitaire de Kayanza qui va jusqu'à environ 250 000 habitants.

Avec 46 centres de centres, la couverture moyenne est d'environ 16 000 habitants par centre de santé. Les normes de l'OMS indiquent 10 000 habitants par centre de santé. Comparé à la moyenne nationale qui est de 13 000 habitants par centre de santé, il est observé qu'en province de

Kayanza, le déficit en infrastructures, pour ce qui est des centres de santé dépasse le déficit au niveau national.

La commune de Muruta, avec une population d'environ 75 000 habitants et 3 centres de santé, affiche un niveau de couverture de 25 000 habitants par centre de santé. Celle de Kabarore, affiche un niveau de 15 000 habitants par centre de santé ; Matongo est au niveau de 21 000 habitants par centre de santé ; Rango est au niveau de 19 000 habitants par centre de santé ; Gatara est au niveau de 19 000 habitants par centre de santé ; Muhanga est au niveau de 17 500 habitants par centre de santé.

b) Suivi des services de santé au niveau de la province sanitaire de Kayanza.

Depuis l'année 2013, le bureau provincial de la santé à Kayanza procède à l'élaboration d'un Plan d'Action Annuel dont la mise en exécution est analysée à la fin de chaque année dans le cadre de ce qui est appelé « Etat d'avancement du PAA».

Le Plan d'Action Annuel approuvé au début de chaque année, par le Bureau Provincial de la Santé est une matrice avec des résultats orientés vers : (i) la coordination et la supervision des activités sanitaires par le Bureau Provincial de la Santé ; (ii) l'appui technique en planification, gestion des catastrophes et épidémies, système de référence et contre-référence ; (iii) l'inspection des lieux publics et industriels de la province ; (iv) la mise en place d'un système d'information sanitaire fonctionnel ; (v) la formation continue des acteurs sanitaires dans la Province ainsi que (vi) l'administration et la gestion des ressources.

Pour atteindre ces résultats, des activités précises à mener sont indiquées pour chaque résultat avec des niveaux de responsabilité pour leur mise en exécution. Au moment de l'analyse de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'Action Annuel, une colonne dégage l'état d'avancement, montre le niveau de réalisation par rapport au trimestre et par rapport à toute l'année.

Aussi, en plus des prestations liées à l'administration de soins de santé, il y a établissement régulier de données statistiques et épidémiologiques des indicateurs de santé destinés aux acteurs de ce secteur et à toute personne qui en aurait besoin. C'est aussi au moyen de ces données que les services de soins de santé en province de Kayanza peuvent établir sur une période de trois années consécutives, l'évolution des cas d'une pathologie comme le paludisme ainsi qu'il est repris dans le tableau ci-après.

Tableau n°19 : Evolution des cas de paludisme dans la Province Sanitaire de Kayanza au cours des années 2010 à 2012

Année	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2010	41871	48763	37965	41100	39895	32674	22655	18713	22469	29580	36656	36476
2011	32775	25812	26387	12290	11234	10230	7507	6214	6141	5464	5801	9307
2012	9182	5074	5606	5987	6277	5644	4458	3228	2690	3388	3895	4085

Source : Bureau Provincial de la Santé en province de Kayanza

L'analyse du tableau ci-dessus, révèle qu'entre 2010 et 2011, il y a eu diminution de cas de façon significative. La même tendance a été observée entre 2011 et 2012 et cela au cours des 12 mois de l'année. L'utilisation des moustiquaires au niveau des ménages de même que la participation aux séances d'information et de sensibilisation organisées sur cette maladie, notamment, expliqueraient cette diminution des cas de paludisme au niveau de l'ensemble de la province sanitaire de Kayanza.

c) Suivi des services de soins dans les centres de santé et les hôpitaux.

L'infection respiratoire aigue, représente dans l'ensemble des centres de santé de la Province sanitaire de Kayanza, selon les données du BPS, environ 54% des cas pathologiques traités au cours des 2 années 2012 et 2013. Les tranches d'âges les plus touchées sont celles de 0-11 mois et de 12-59 mois. Ces deux tranches d'âge, représentent 73% des cas observés d'infection respiratoire aigue.

D'autres maladies comme le paludisme et la pneumonie représentent respectivement 24% et 14% des cas traités dans les différents centres de santé de la Province sanitaire de Kayanza. Suivent ensuite la diarrhée, les infections sexuellement transmissibles, l'infection de l'oreille pour les enfants de moins de 5 ans et la malnutrition dont les cas observés sont respectivement de 4% , 2% , 1% et 1%. Les autres pathologies représentent environ 2% des cas traités au niveau des centres de santé.

Sur l'effectif total des différents cas pathologiques observés et qui est d'environ 370 000, il est relevé que plus de 65% sont aussi dans les tranches d'âges de 0-11 mois et de 12-59 mois. Pour les tranches d'âges de 5-14 ans, les cas de pathologie diminuent pour se situer à 8%, tandis que ce taux remonte jusqu'à 27% pour les tranches d'âges de 15 ans et plus.

Pour les cas traités au niveau des 3 hôpitaux de la province sanitaire de Kayanza et qui sont d'environ 8 400 cas, il est constaté que le paludisme occupe le premier rang avec un taux de 25%. Il est suivi par le VIH/SIDA,

qui a un taux de 21%. Par rapport à cette maladie, le taux de séroprévalence chez les femmes est 1,6 fois par rapport à celui des hommes.

En conclusion, au niveau de la province sanitaire de Kayanza, deux principaux faits sont relevés. Il s'agit d'une part, des disparités, observées dans les communes de la province Kayanza pour ce qui est de la disponibilité des infrastructures de soins de santé. Il s'agit d'autre part, de la maîtrise des informations sur la situation des cas de pathologies les plus observées et les victimes touchées par tranches d'âges.

Cette maîtrise d'information, permet d'assurer l'approvisionnement en produits pharmaceutiques, en matériel de laboratoire et autres équipements de soins. Elle permet aussi, d'entreprendre toutes les actions préventives sur toutes ces pathologies qui s'annoncent régulièrement pour autant que leurs données statistiques sont accompagnées par des analyses aussi bien quantitatives que qualitatives.

Par rapport à 2013, il est noté dans ce secteur comme principales actions, l'organisation de séances de formations des titulaires des centres de santé et autres infirmières en santé maternelle ainsi que la réhabilitation et l'extension de centres de santé existants

3.3.3. Accès à l'eau potable et infrastructures d'assainissement dans la province de Kayanza.

Les indicateurs du CSLP II dans le secteur d'alimentation en eau potable, du milieu rural, dans lequel se trouve la province de Kayanza sont essentiellement liés au taux de couverture en eau potable qui passerait de 58 à 70% et à la proportion de la population ayant un accès durable à une source d'eau améliorée qui évoluerait de 71,9 à 73,5%.

L'analyse de la situation dans les communes de la province Kayanza a révélé que les populations sont approvisionnées en eau potable au moyen

de petites sources aménagées (PSA) dites RUSENGO ainsi que par les réseaux d'adduction d'eau potable (RAEP) construits sur leurs territoires.

Les services de l'AHR, indiquent qu'au niveau du milieu rural, une quarantaine de ménages s'approvisionnent en eau potable sur une PSA, tandis qu'une cinquantaine de ménages s'alimentent à une BFP. Il est repris dans le tableau ci-après, les estimations du taux de couverture en eau potable, des populations de chaque commune, compte tenu de ses points d'eau.

Tableau n°20: Taux de couverture en eau potable de la Province Kayanza en 2013.

Communes	Points alimentation	Taux de couverture	Observation
Butaganzwa	218 PSA, 18 BFP, 89 SNA.	77,5%	60% de RAEP nécessitent une réhabilitation.
Gahombo	102 PSA, 22 BFP, 187 SNA	45%	La réhabilitation des 100 PSA augmenterait de 41% le taux de la population alimentée en eau
Gatara	108 PSA, 18 BFP, 45 SNA.	31%	Deux des trois réseaux ne sont pas fonctionnels
Kabarore	130 PSA, 28 BFP, 43 SNA	50,3%	La réhabilitation des 140 PSA et des 15 BFP augmenterait de 48% le taux
Kayanza	354 PSA, 32 BFP, 85 SNA	77%	La réhabilitation des 40 PSA et des 22 BFP augmenterait de 15% le taux.
Matongo	180 PSA, 79 BFP, 104 BP	75%	La réhabilitation des 66 PSA augmenterait de 17% le taux.
Muhanga	232 PSA, 3 BFP, 7 SNA	74%	L'aménagement des 7 SNA augmenterait de 3% le taux.
Muruta	140 PSA, 22 BFP, 50 SNA	49%	L'aménagement des 50 SNA augmenterait de 18% le taux de la population
Rango	306 PSA, 23 BFP, 61 SNA	79%	L'aménagement des 61 SNA augmenterait de 14%.

Source : PCDC II communes

De ce tableau, il ressort l'importance du potentiel hydraulique pour l'alimentation en eau potable de toutes les populations des communes de la Province Kayanza.

Il est aussi noté qu'au niveau de la province Kayanza, le taux moyen de couverture en eau est de 64%. Les PSA contribuent pour l'approvisionnement en eau potable pour 85% des populations. Il ressort également, le niveau très élevé de dégradation des infrastructures déjà réalisées, par manque d'entretien et de maintenance en bon état de fonctionnement par les usagers.

Par rapport à 2013, il est noté dans ce secteur les interventions suivantes :

- L'aménagement de 44 petites sources dans la Commune de Gahombo;
- L'aménagement de 28 petites sources et la réhabilitation du RAEP KABARORE-MPARAMIRUNDI dans la Commune de Kabarore ;
- La réhabilitation de 60 petites sources dans la Commune de Gataru ;
- Le réaménagement de petites sources dans la Commune de Kayanza;
- L'aménagement de 25 petites sources et la construction du RAEP KININI-RANGO dans la Commune de RANGO ;
- La construction du RAEP NGOZI-MUHANGA-MUBOGORA dans la Commune de MUHANGA ;
- L'aménagement de 25 petites sources et la réhabilitation de 25 autres anciennes dans la Commune de Muruta;

3.3.4. Maîtrise des questions démographiques et intensification de la lutte contre le VIH/SIDA

Par rapport à l'aspect de maîtrise de la pression démographique en Province de Kayanza, les communes de Butaganzwa, Gahombo, Kabarore, Kayanza et Matongo l'abordent dans leurs PCDC II. Elles indiquent que les taux de croissance de la population dans ces communes passeraient

respectivement de 2,4% à 2% ; de 2,4% à 1% ; de 2,4% à 2% ; de 2,6% à 2% et de 2,4 % à 2,2 %. Il est bon que les communes et les populations connaissent leurs taux de croissance. Il est aussi bon que ces populations soient conscientes que ces taux sont relativement élevés et que tout doit être entrepris pour sa réduction.

Il reste à mener des actions concrètes pour y arriver. Quant à ce qui est de la lutte contre le VIH/SIDA, même si le taux de séroprévalence du VIH/SIDA, pour les années antérieures à 2013 n'est pas connu, celui de 2013 l'est dans chacune des 9 Communes de la Province Kayanza. Il varie de 2,6% à 0,26% en passant par d'autres taux comme 1,5% ; 1,13% ; 0,9% ; 0,7% ; 0,65% ; 0,60%.

En 2013, il a été organisé dans les 9 Communes de Kayanza, des réunions d'information et de sensibilisation sur la gestion de la pression démographique et les actions concrètes y relatives à mener.

Pour ce qui est de la lutte contre le VIH/SIDA, il est relevé la tenue de réunions de sensibilisation et la mise en place de clubs stop-Sida dans les écoles primaires et secondaires ; l'organisation du dépistage volontaire de la séroprévalence; la création de centres de PTME ; la mise en place d'associations de lutte contre le VIH/SIDA et d'autres maladies de grandes pandémies dans la province de Kayanza.

3.3.5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale.

La situation de guerre que le Burundi a connue, les maladies comme le VIH/SIDA ont fait apparaître dans toutes les communes de la Province Kayanza comme dans tout le Pays, des catégories de personnes sinistrées.

Elles sont appelées communément «déplacés, rapatriés, enfants en difficulté, enfants de la rue, enfants soldats démobilisés, enfants violés, enfants chefs de ménages, veuves, personnes handicapées physiques et mentales, indigents, et depuis quelques temps, les albinos ».

A ces différentes catégories sociales, il faut ajouter les Batwa dont la marginalisation par les autres groupes ethniques existait déjà. Ce que toutes ces personnes ont en commun est qu'elles vivent dans des conditions de dénuement total et ont besoin d'assistance diverses pour recouvrer les conditions de vie décente et participer aux activités de développement durable de leurs familles et du pays.

Cependant, l'on observe un manque de données statistiques actualisées qui devraient renseigner les pouvoirs publics sur les vrais effectifs des différentes catégories des groupes de vulnérables afin de mobiliser, auprès des partenaires techniques et financiers potentiels, des moyens matériels, logistiques et financiers pour leur venir en aide.

Quelques actions concrètes ont été menées en 2013. Il s'agit notamment de la régularisation des unions illégales pour 255 familles dont 6 des Batwa ; de l'enregistrement de 1544 enfants à l'Etat Civil et de la sensibilisation de la population sur l'utilisation de la carte d'assistance médicale en commune de Kabarore.

Il s'agit de l'appui à la population dans les activités génératrices de revenus par la dotation de 10 machines à un atelier de couture de la colline MBIRIZI, la sensibilisation de la population sur l'utilité de la carte d'assistance médicale, la dotation d'attestations d'indigence, la mise en place de comités de sécurité, promotion de l'équité et justice sociale et organisation du régime des prestations sociales dans la commune de Gatara.

3.3.6. Conclusion sur l'axe stratégique n°3.

Dans le CSLP II, l'axe stratégique n°3 occupe bel et bien une place importante tant sur le plan économique que sur le plan social. L'analyse des progrès réalisés dans sa mise en œuvre au niveau national et dans la province de Kayanza s'observe à travers les documents de base du CSLP II et les PCDC des communes de la province de Kayanza ainsi que les réalisations de la période couverte contenues dans d'autres documents communaux ou provinciaux. En outre, au regard des budgets réalisés ou

exécutés, il y a lieu de constater que cet axe stratégique a souvent pris la première place au niveau des allocations budgétaires et partant au niveau de son importance.

Au cours des deux premières années de mise en œuvre du CSLP II, au niveau national, il est noté que cet axe est financé respectivement à hauteur de 38,24 % et 40,47 % pour 2012 et 2013, dépassant ainsi de plus de 6% et 8% les estimations prévisionnelles établies dans le document du CSLP II. La mise en œuvre de cet axe stratégique fait apparaître une tendance d'accroissement des allocations budgétaires d'une année à une autre, contrairement à la tendance de diminution progressive de ses dépenses comme il est indiqué.

Il s'agit d'une situation qui devrait être analysée sous deux angles pour s'assurer des effets et impacts déjà produits par rapport à l'axe stratégique lui-même et les raisons qui sont à la base de cette augmentation dans le temps des ressources qui lui sont allouées, visiblement au détriment de l'axe stratégique n°2 dont les ressources affectées ont affiché une tendance à la diminution en contradiction avec les orientations du CSLP II.

3.4. Gestion rationnelle de l'espace et de l'environnement pour un développement durable.

La gestion rationnelle de l'espace et de l'environnement pour un développement durable, constitue l'axe stratégique n°4 du CSLP II. Au niveau des PCDC des communes de la Province Kayanza, aucune ne le dégage comme un axe stratégique à part entière. La plupart des communes, l'intègrent dans l'axe stratégique n°2.

3.4.1. Analyse des progrès réalisés en 2012 et 2013 au niveau national.

En plus de l'actualisation du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme pour la ville de Bujumbura (SDAU), il a été réalisé le pavage de 17,5 km de rues à Kamenge, Kinama et Cibitoke et la réalisation des études sur le pavage à Kirundo. Pour ce qui est de la sécurisation foncière, le cadastre national a procédé (i) au mesurage de 724 parcelles, (ii) au bornage des parcelles des 8 quartiers de la ville de Ngozi et à l'identification des propriétaires de ces parcelles, (iii) à la réalisation des travaux de levé topographique des terres domaniales dans toute la commune de Bugenyuzi, (iv) à la localisation des terres domaniales dans les communes de MUTIMBUZI et KABEZI à Bujumbura pour éviter des spéculations et (v) à la récupération des terres irrégulièrement attribuées d'une superficie de 600 ha.

L'ambition de protection de l'Environnement est caractérisée par des résultats plutôt mitigés. En effet, en même temps que le taux de couverture forestière semble rester en stagnation, le pourcentage des ménages utilisant des combustibles solides (bois et dérivés) risque de s'amplifier, en raison de l'absence de l'énergie alternative, surtout pour les populations pauvres.

Au niveau de la protection des forêts, des boisements et de la biodiversité, les résultats atteints seraient notamment la production de 7 251 500 plants forestiers ; 20 000 000 de plants agro forestiers ; au réaménagement des peuplements semenciers dans les provinces de Gitega, Bujumbura,

Makamba, Mwaro et Rutana ainsi que le lancement de la campagne sylvicole 2012-2013 visant le reboisement de 7000 ha à travers tout le Pays. Les progrès enregistrés dans le domaine de la gestion rationnelle des ressources en eau se sont traduits par l'adoption de la politique et de la Stratégie Nationale de l'Eau, la promulgation, la vulgarisation ainsi que l'élaboration des textes d'application du code de l'eau.

3.4.2. Analyse des progrès réalisés au niveau local.

a) Couverture forestière des communes de la province Kayanza

Le taux de couverture forestière dans les communes de la province Kayanza varie d'une commune à une autre. La moyenne de la superficie couverte par les boisements par rapport à la superficie totale de la Province est seulement de 3,5%. Deux communes à savoir Kayanza et Kabarore n'atteignent même pas 1% de leur territoire couvert de boisements.

Cette situation devrait être perçue comme une préoccupation non seulement par les autorités locales au niveau de la province et des communes de Kayanza, mais aussi par les responsables du secteur de l'environnement au niveau national avec un accent particulier pour les 7 communes qui n'atteignent pas 5% de leurs territoires couverts de boisements, la moyenne nationale étant d'environ 7%.

De façon spécifique, il est relevé en 2013, dans les communes de Gahombo, Kabarore, Gatara, Muhanga et Muruta quelques actions complémentaires dont la plantation des plants d'eucalyptus pour les boisements. Il est également mentionné le creusement de fossés de lutte anti-érosives particulièrement dans les communes de Muhanga, Muruta et Rango avec une mention spéciale pour la commune de Rango.

Dans le même secteur, il est souligné le rôle joué par la commune de Kayanza en ce qui est de l'installation et du fonctionnement de son service foncier communal. Aussi des actions d'information et de sensibilisation sur

l'importance de la sécurisation foncière ont été tenues dans les communes de Gahombo et Gatara.

b) Ressources en eau

La province de Kayanza présente un potentiel hydraulique relativement considérable. Il peut, à la fois être exploitée et mis en valeur pour une très bonne couverture de l'ensemble de la population, en matière d'alimentation en eau potable. C'est aussi avec ce potentiel, que des RAEP peuvent être construits pour l'alimentation en eau potable des populations, non seulement dans les communes de Kayanza, mais également dans certaines des communes des provinces limitrophes comme Gitega, Muramvya, Bubanza, Cibitoke et Ngozi. La réalisation de telles infrastructures, exigera préalablement, des études socio-économiques et d'impact socio-environnemental.

c) Potentiel des marais

Le potentiel hydraulique relevé dans les communes de Kayanza, permet outre, l'alimentation des populations en eau potable, la réalisation d'infrastructures de production de l'énergie électrique et des marais aménagés pour les exploitations agricoles. Les marais disponibles sur l'ensemble du territoire de la province Kayanza, s'étendraient sur une superficie estimée à fin Décembre 2013, à environ 18.500 hectares. Les plus grandes étendues sont particulièrement localisées dans les communes de Muruta, Muhanga, Butaganzwa et Gatara.

3.4.3. Conclusion sur l'axe stratégique n°4.

Les aspects liés à la protection de l'environnement sont relativement récents par rapport aux autres thématiques comme ceux qui ont trait à la promotion de l'agriculture et de l'élevage ainsi que les autres activités génératrices de revenus hors ce secteur de l'agri-élevage. Ils sont aussi nouveaux comparés aux activités qui garantissent l'accès aux services sociaux de base constituant le troisième axe stratégique du CSLP II.

Au niveau de la province de Kayanza, il faut souligner quelques faits. En matière de couverture forestière, les étendues reboisées par les privés représentent environ 30% des superficies couvertes par les différentes essences qui sont retrouvées dans les communes de la province Kayanza. Ils constituent à ce titre des acteurs potentiels et importants pour la promotion de la couverture forestière dans la province.

La participation et l'implication des privés aux actions de reboisement à organiser et à entreprendre dans les communes de la province de Kayanza est à prendre en considération eu égard à l'importance des superficies de boisements qu'ils détiennent déjà pour le moment

Leurs intérêts, pour autant qu'ils ne compromettent pas ceux de l'ensemble de la province et ceux du pays doivent être tenus en considération dans la gestion et l'exploitation de leurs boisements.

Chapitre IV : Propositions sur les actions à mener en vue des améliorations dans la mise en œuvre du CSLP II.

Les propositions formulées dans cette partie du rapport, sont à la fois axées sur le réaménagement des PCDC II en vue de leur totale articulation avec le CSLP II et les actions à mener pour de meilleurs résultats par rapport à chacun des quatre axes stratégiques retenus.

4.1. Propositions sur les outils de planification et de mise en œuvre du CSLP II.

4.1.1. Cadrage dans le temps du CSLP et des PCDC et production d'outils harmonisés.

Alors que le document du CSLP II est adopté pour être mis en exécution au cours de la période comprise entre 2012 et 2016, les PCDC II qui sont sensés être une adaptation du CSLP II au niveau des entités décentralisées couvrent la période comprise entre 2014 et 2018 en Province de Kayanza par exemple.

Ce décalage dans le temps, des outils de planification du développement au niveau national et au niveau des Communes a des répercussions sur leur mise en œuvre et les résultats obtenus lors de l'évaluation. Pour le cas d'espèce, l'évaluation des progrès réalisés au cours des deux premières années (2012 et 2013) de mise en œuvre du CSLP II au niveau local, correspond encore à la période couverte par les PCDC I.

Quand en 2016, il sera procédé à l'évaluation finale du CSLP II, cette évaluation aura été anticipée de deux années au niveau des communes de toute la Province de Kayanza.

C'est une question qui pourrait être analysée en profondeur au niveau des services centraux en charge de la planification du développement au niveau national ainsi que ceux qui accompagnent les communes dans l'élaboration de leurs plans communaux de développement communautaire.

4.1.2. Production du document de vision provinciale du développement et tenue de la table ronde.

La consolidation des PCDC II qui viennent d'être validés pour les 9 Communes de la Province Kayanza est un exercice qui serait mené par le CPDC conformément aux dispositions de l'Ordonnance n° 740/CAB du 24 Octobre 2013.

Dans la conduite de cet exercice, Il sera utile de susciter l'appui technique des représentants des services techniques déconcentrés de l'Etat et des PTF œuvrant dans la Province. Les communes à travers les représentants de l'Administration et des structures communautaires seront mises à contribution pour l'élaboration de ce document, qui serait soumis à une séance de validation dans un cadre aussi participatif qu'inclusif.

Après la validation du document de vision du développement dans la province de Kayanza, il est suggéré d'organiser une table ronde à l'intention de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du CSLP II à travers les PCDC II des Communes.

La tenue de la table ronde aurait pour finalité, une communication assez large sur le contenu du document de vision du développement de la province allant même jusqu'à sa publicité en vue de recueillir les différents appuis techniques, matériels et financiers pour la mise en œuvre des projets et programmes spécifiques retenus.

4.1.3. Actions des communes et suivi-évaluation du CSLP II par les services techniques déconcentrés.

Il est recommandé un travail d'harmonisation des documents déjà produits par les communes pour plus d'adéquation des contenus du CSLP II et des PCDC II des Communes de Kayanza. Les PCDCII des communes de Kayanza devraient être assez largement diffusés en support papier et en support électronique au cabinet du Gouverneur de Province, des

responsables des services techniques déconcentrés et des représentants des partenaires techniques et financiers œuvrant dans la Province.

Pour réaliser les programmes arrêtés, les communes de Kayanza auront besoin de réunir pour les prochaines années environ 5 fois leurs recettes des 5 dernières années.

Pour le travail de suivi et de suivi-évaluation de la mise en œuvre du CSLP II au niveau des services techniques déconcentrés, l'étude recommande d'initier l'outil de planification annuelle dont la mise en œuvre serait évaluée chaque trimestre et à la fin de l'année avec une mise ensemble de situations de deux ou trois années consécutives pour montrer sous forme de tableaux, l'évolution des résultats obtenus dans le temps par rapport aux objectifs définis.

4.1.4. Développement équilibré des communes.

Dans les communes de la Province de Kayanza, la production des PCDC I et II a été facilitée par les PTF. Le travail d'évaluation des PCDC I et la production des Plans Annuels d'Investissement (PAI) dans chaque commune a été rendu possible grâce aux appuis techniques et financiers du PADDL/K.

Pour des Communes qui ne bénéficient pas encore d'appuis extérieurs, il y a un risque que les capacités qui sont acquises en matière de planification, de gestion ou d'exécution ainsi que du suivi-évaluation du développement ne soient pas constituées.

En d'autres termes, il pourrait s'observer un certain déséquilibre au niveau du développement sur le terrain dans certaines communes par rapport à d'autres et des niveaux différents entre les mêmes acteurs en charge de la promotion du développement dans les communes.

Les pouvoirs publics et leurs PTF devraient être sensibles à ce besoin de développement harmonieux et équilibré de toutes les communes et provinces, aussi bien sur le plan des capacités des gestionnaires du développement que de l'accès aux financements extérieurs pour la mise en œuvre des programmes prioritaires retenus.

4.2. Propositions spécifiques aux axes stratégiques.

Par rapport à ce point, l'étude propose comme elle l'a déjà indiqué de façon globale, le réaménagement des objectifs et des activités à mener au niveau de chaque commune compte tenu de ressources effectivement disponibles et mobilisables tant au niveau des populations, de chaque commune que des PTF.

Ces propositions pourront bien paraître dans les PAI des communes, dans les plans d'action annuels des services techniques déconcentrés ainsi que dans les PTBA de la Province et des PTF œuvrant dans les communes de la province de Kayanza. La cohérence au niveau des contenus de ces outils, sera une preuve matérielle d'une vision partagée du développement de la Province entre tous les acteurs impliqués dans sa réalisation.

4.2.1. Axe stratégique n°1.

Au niveau de la justice, si le taux des dossiers jugés par rapport à ceux qui sont soumis en instruction au niveau des tribunaux de Résidence de la province de Kayanza est globalement satisfaisant, il reste à améliorer de façon significative dans les communes de Kayanza, Rango, Matongo, Gahombo et Kabarore. Quant aux Communes de Butaganwza, Muhanga, Gatara et Muruta, elles devraient atteindre le niveau d'exécution à 100% de tous les jugements rendus dans l'année. Le taux de 100 % de dossiers jugés et de 100% d'exécution de jugements rendus devrait être considéré comme un indicateur de résultat dans le secteur de la justice.

Au niveau de la gouvernance, les résultats obtenus par les communes de la province Kayanza, lors de la dernière évaluation sur la performance des

communes, ont indiqué que six des neuf communes de la province ont obtenu une note comprise entre 70 et 98%.

La note la plus basse, qui est de 59% a été obtenue par la commune de Gahombo. Cette dernière commune a constaté ce qui a fait chuter sa notation. Elle a vu les critères et les sous-critères sur lesquels ses notes ont été les plus basses pour y apporter rapidement les corrections nécessaires et aller facilement jusqu'à 70% au moins.

Pour les autres communes, celles qui sont déjà parmi les 10 premières au niveau national devraient tout entreprendre pour ne pas perdre leur place. Quant à celles qui sont parmi les 30 premières, elles se battraient pour être parmi les 20 premières. Les communes de Kabarore et Rango dont les scores ont été compris entre 60 et 69% feraient un effort pour obtenir une note comprise entre 70 et 80%.

Quant à l'égalité du genre, elle se poursuivra par la scolarisation des jeunes filles à tous les paliers de l'enseignement, l'intensification des séances d'information et de sensibilisation auprès des parents et des communautés pour que les Communes de Gatara et Muruta qui n'ont pas encore atteint le taux de 50% pour la scolarisation des jeunes filles puissent y arriver aussi.

Le niveau de participation des femmes et filles aux conseils des collines et aux fonctions de chefs de collines est encore faible dans les communes de la province Kayanza. L'étude estime que lors de la prochaine législature, des séances d'information et de sensibilisation seraient tenues pour encourager les candidatures féminines à se faire élire à ces organes.

Sur 206 directions d'écoles primaires qui se trouvent dans la province, 82% sont confiées aux Hommes contre 18% de Femmes alors qu'au niveau de l'ensemble du personnel enseignant, les femmes sont à 52,5% contre 47,5% d'Hommes. Il faudra envisager des mesures de correction au niveau de la gestion des directions des écoles primaires pour la promotion et l'égalité du genre.

4.2.2. Axe stratégique n°2.

Pour les premiers secteurs de croissance économique axés *sur la production et la productivité agricole et pastorale*, l'Etude recommande aux communes, à la DPAE, aux PTF et au Cabinet du Gouverneur, un travail en véritable synergie dans les estimations des quantités à produire au cours de l'année pour chaque culture de même que les évolutions observées d'une année à une autre. Concrètement les Rapports annuels devraient être revus pour intégrer les prévisions de production de l'année et les réalisations correspondantes avec une comparaison sur les 3 années consécutives.

Les PAI élaborés au niveau de chaque commune gagneront à être plus précis, à être en harmonie avec les priorités définies dans les PCDC II et à tenir compte des ressources effectivement disponibles pour leur mise en œuvre. Une communication soutenue doit être organisée dans chaque commune au début de l'année pour échanger sur son contenu et à la fin du premier semestre pour une revue critique sur les résultats atteints.

Compte tenu des potentialités observées dans la province de Kayanza en matière *d'activités apicoles et piscicoles*, l'Etude recommande un encadrement assez soutenu de ce genre d'activités qu'il serait plus intéressant de mener en associations, groupements pré coopératifs et coopératives.

Par rapport *aux cultures d'exportation*, il apparaît que les informations y compris les plus importantes comme les quantités de café cerise vendues au cours des dernières années sont encore fragmentaires aussi bien au niveau des communes qu'au niveau de la DPAE. Or, chaque commune devrait régulièrement connaître les quantités de café cerise collectées à des fins industrielles et commerciales sur son territoire pour que dès la promulgation de la nouvelle Loi portant réforme de la fiscalité communale au Burundi, elle puisse avoir une base de taxation aux personnes physiques et morales assurant la collecte du café sur leur territoire.

Aussi, chaque commune de Kayanza devrait savoir à quel niveau, elle contribue pour le pays dans l'acquisition des devises par l'exportation de son café ou de son thé. Pour l'année 2014, cet exercice pourrait être exécuté au cours du deuxième semestre pour le Café. Pour ce qui est du thé, l'information peut être obtenue auprès de l'Usine de Rwegura pour les communes de Muruta, Kabarore et Matongo. Comme pour les cultures vivrières, chaque commune devrait établir des prévisions sur les quantités à produire chaque année et en évaluer les résultats à la fin de l'exercice.

Le rapport annuel de la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage en Province de Kayanza pour l'an 2013, indique qu'il existe dans la province environ 1 800 Associations constituées de 51,3% d'Hommes et 48,7% de Femmes intéressés par les activités d'agriculture, d'élevage, d'agroforesterie, de caféiculture principalement.

Les entretiens menés au niveau des communes ne donnent pas suffisamment d'informations sur le niveau de structuration, d'organisation et d'opérationnalité des organisations de producteurs qui se mettent progressivement en place pour le développement des Filières.

Des échanges menés avec les responsables du bureau du mouvement coopératif et associatif en Province de Kayanza, il ressort que ces associations qui se constituent avec l'appui des partenaires techniques et financiers notamment dans le cadre des programmes comme ceux appuyés par le FIDA sont encore à l'état embryonnaire et se recherchent encore.

L'étude suggère une analyse plus poussée sur le niveau d'organisation et de fonctionnalité de ces structures dont le rôle pour le développement des filières et la promotion de la productivité et la production dans les secteurs de l'élevage et l'agriculture est primordial.

L'analyse serait notamment orientée vers l'intégration des associations dans les organisations faitières comme les unions coopératives, les fédérations et confédérations coopératives particulièrement pour la production du café, du

riz et du lait. Elle porterait entre autres sur les relations entre ces associations et les organisations faitières.

L'exploitation rationnelle des minerais est considérée par le CSLP II comme un deuxième secteur porteur de la croissance économique. Compte tenu des potentialités signalées dans certaines des communes de la province Kayanza en termes de gisements de minerais, l'Etude recommande qu'en attendant les résultats des études pour déterminer leurs volumes et leurs teneurs en minerais, chaque commune relève régulièrement les quantités extraites même de façon artisanale, pour exiger la redevance que les sociétés ou associations doivent verser conformément à la Loi no 1/21 du 15 Octobre 2013, portant Code Minier au Burundi, spécialement dans ses articles 148 et 151.

Quant à la *promotion des activités commerciales, industrielles, artisanales et touristiques*, l'étude indique aux communes que dans la planification de leurs interventions, elles tiennent compte de leurs possibilités financières et techniques pour les réalisations prévues au cours de la période de vie des PCDC II. Elle exprime la même opinion pour ce qui est de l'amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures d'alimentation en électricité, des voies de transport et des voies de communication.

4.2.3. Axe stratégique n°3.

En matière d'accroissement *des capacités d'accueil du système éducatif dans la province de Kayanza*, l'étude recommande à la DPE et aux autorités des communes Butaganzwa et Muruta le lancement de l'enseignement préscolaire dans les deux communes pour mettre tous les enfants de la province, dans les mêmes conditions d'apprentissage dès le bas âge.

Au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, les ratios actuellement observés ne sont pas de nature à favoriser un enseignement de qualité. Il faut absolument assurer la construction de nouvelles salles de classes à hauteur d'au moins 120 salles par année et opérer un recrutement d'enseignants tant à l'enseignement primaire que secondaire. Ces besoins

en constructions de salles de classe pour les écoles primaires en province de Kayanza se font sentir, de façon plus accrue dans les Communes de Muhanga, Kayanza, Muruta et Rango de même que Matongo et Gatara dont 50% et 43% de leurs salles de classe ont besoin de réhabilitation selon les données de la DPE dans ses rapports d'activités pour les années scolaires 2012/2013 et 2013/2014.

Par ailleurs, le phénomène de l'abandon scolaire en cours d'année devrait attirer l'attention de tous les partenaires du secteur de l'enseignement en Province de Kayanza. Les parents, les pouvoirs publics aux différents niveaux jusqu'à l'autorité provinciale, les représentants des structures communautaires dont les comités des parents dans les différentes écoles tant du primaire que du secondaire devraient se mobiliser pour réduire ce phénomène qui prend une allure inquiétante. Il y a en effet des communes surtout au primaire qui enregistrent jusqu'à 10% d'abandon avec une moyenne d'environ 8% pour toute la DPE Kayanza pour une seule année scolaire.

S'agissant du secteur *de la santé*, l'étude a particulièrement relevé le nombre encore réduit d'hôpitaux et de médecins dans la Province de Kayanza pour se conformer aux taux des indicateurs du CSLP Il ainsi qu'aux normes de l'OMS.

Pour ce qui est *de l'alimentation en eau potable*, si dans l'avenir, il est envisagé la réhabilitation des ouvrages d'eau ou la construction de nouveaux dans les communes de Kayanza, ces dernières et les communautés avec l'appui des partenaires techniques et financiers devront s'assurer de la mise en place des structures opérationnelles pour la gestion et l'exploitation de ces infrastructures à travers les régies communales ou intercommunales de l'Eau.

L'accès à l'habitat décent est un autre facteur, de contribution aux meilleures conditions de vie des populations. Si on regarde les taux par rapport aux matériaux de couverture des maisons en Province de Kayanza qui sont respectivement de 93% d'habitats couverts par la tuile ; 2% par la tôle et 3%

par de la paille ou la feuille de bananier selon les indications des communes, on serait porté à croire qu'en cette localité, le niveau de l'habitat décent se présente avec un taux acceptable. Ceci n'est pas nécessairement vrai parce que l'habitat décent comporte en plus de la couverture, d'autres critères comme les portes et les fenêtres pour son aération, l'état du pavement et la propreté que les habitants réservent à leur maison d'habitation.

Pour la maîtrise de la pression démographique et l'intensification de la lutte contre le VIH/SIDA, l'étude note que les documents actuellement disponibles dans les communes de Kayanza, notamment les PCDC II indiquent que pour 2013, le taux de croissance démographique est de 2,4% en commune de Butaganzwa ; Gahombo ; Kabarore ; Kayanza et Matongo. Pour les communes de Gatara, Muhanga, Muruta et Rango, il est de 2,6%. Pour les 5 prochaines années, à partir de 2014, chaque commune estime que son taux de croissance démographique serait ramené à 2%, sauf la commune de Gahombo qui le ramènerait de 2,4 % à 1% ; ce qui paraît très peu réaliste.

Certaines communes comme Butaganzwa, Gahombo, Kabarore, Kayanza et Muruta n'ont pas été conséquentes avec elles-mêmes parce qu'elles n'ont rien prévu comme activité par rapport à ce secteur sur leur PAI pour l'année 2014.

Quant à la lutte contre le VIH/SIDA, Il a été constaté plus haut, que le taux de séroprévalence du VIH/SIDA dans les Communes comme Kayanza, Kabarore, Rango, Muhanga, Gahombo, Muruta et Gatara est assez élevé. Il est respectivement de 2,6%, 1,5%, 1,13%, 0,9%, 0,7%, 0,65%, et 0,6% suivant les données établies en 2013. Il serait pour le moment moins élevé dans les communes de Butaganzwa et Matongo où il serait encore respectivement de 0,4% et 0,26%.

C'est pour dire que la lutte doit être intensifiée dans toutes les communes afin que désormais, il n'y ait plus de nouveaux cas de propagation du VIH/SIDA et que les cas qui développent la maladie soient soumis aux traitements et réduire ainsi les victimes du VIH/SIDA.

Pour la *protection et la cohésion sociale*, la première action à mener par rapport à cet aspect devrait être orientée dans toutes les communes de la Province Kayanza vers une identification correcte des personnes vulnérables dans leurs différentes catégories de même que leurs besoins primordiaux. Ce travail pourrait être inscrit dans les PAI des communes pour 2014 et 2015.

Il y aurait par la suite, la réalisation des différentes activités prévues pour venir en aide à ces populations en difficultés étant entendu que toutes les actions planifiées et développées visent une véritable inclusion de cette catégorie de la population qui est considérée comme étant en situation défavorisée pour un temps limité. Si les bénéficiaires des appuis d'inclusion sociale restent dans les mêmes conditions d'assistance permanente, la politique d'inclusion sociale dictée n'aura pas réussi et son impact sur le terrain sera nul et de nul effet.

4.2.4.Axe stratégique n°4.

L'analyse de la situation environnementale dans la Province Kayanza révèle que la pression exercée par les populations sur la nature a progressivement provoqué la disparition de la couverture naturelle sur une grande partie de son territoire. La seule partie de la Province Kayanza, bénéficiant de la couverture naturelle est la Commune de Muruta couverte par 2 800 ha du Parc National de la Kibira.

L'analyse révèle aussi que des étendues de boisements artificiels appartenant à la fois à l'Etat, aux communes et aux privés constituent la plus importante couverture forestière de la Province. Elle s'étend sur une superficie de 4 366 ha avec une répartition très inégale entre les communes. Les Communes les plus déficitaires en couverture forestière et pour lesquelles des actions particulières devraient être rapidement envisagées sont celles de Kayanza avec un taux de 1,5% ; Kabarore avec un taux de 2,7% ainsi que celle de Gatara avec un taux de 3,1% par rapport à la couverture forestière de la Province.

4.3. Feuille de route pour la mise en œuvre des principales actions proposées

Tableau n°21 : Matrice de la feuille de route pour la mise en œuvre des principales actions proposées.

Action proposée	Résultat attendu	Structure Responsable
1. Réaménagement des PCDC II en vue de les adapter aux axes stratégiques du CSLP II.	PCDC II en articulation avec les axes stratégiques du CSLP II et en adéquation avec les priorités des Communes	Les équipes de planification communales avec l'appui technique des équipes du PADDL/K.
2. Elaboration du document de vision du développement dans la Province Kayanza	Document de vision du développement dans la Province disponible.	-Le Cabinet du Gouverneur de la Province Kayanza.
3. Table Ronde pour la communication sur le contenu du document de vision du développement en Province de Kayanza.	La Vision du Développement pour la Province est connue	-Le Cabinet du Gouverneur de la Province Kayanza.
4. Réflexion sur le cadrage dans le temps des CSLP et PCDC	Concordance entre CSLP et PCDC.	Ministères en charge du Développement Communal et de la Planification du Développement Economique en collaboration avec les PTF du Pays.
5. Harmonisation des outils d'évaluation de la performance des communes avec les PAI.	Outils harmonisés de l'évaluation de la mise en œuvre du CSLP II et PCDC II	Ministères en charge du Développement Communal et de la Planification du développement Economique en collaboration avec les PTF du Pays.
6. Consolidation d'une politique de développement équilibré.	Localisation sur la Carte du Burundi des différents PTF en appui aux communes.	Les structures du Gouvernement et ses PTF.

4.4. Principales conclusions et recommandations.

4.4.1. Conclusions

Au terme de l'étude, le constat est que le CSLP II, en tant qu'instrument de planification, d'exécution et de suivi évaluation de la croissance économique au niveau national, répond aux besoins des populations burundaises par la mise en œuvre des objectifs définis à travers ses quatre (4) axes stratégiques.

Au niveau local, notamment dans la province Kayanza, les mécanismes de planification, d'exécution et de suivi évaluation du développement sont définis à travers les PCDC élaborés et adoptés à la suite d'un processus participatif et inclusif qui intègre toutes les composantes de la population y compris les représentants des groupes vulnérables.

A l'analyse des résultats enregistrés au cours des premières années, de mise en œuvre du CSLP II dans ses différents axes au niveau national, il est observé que le resserrement des appuis budgétaires et la morosité des systèmes financiers internationaux ont maintenu encore à un bas niveau, les performances escomptées dans le cadre du CSLP II. Le taux de croissance réalisé en 2012, n'est que de 4,0 % contre celui de 5,2 % projeté et rien n'indique, que celui de 8,2% projeté pour 2015 sera atteint.

Etant donné l'importance des ressources à mobiliser pour une véritable transformation de l'économie burundaise et une nette accélération de la production des secteurs porteurs de croissance, que le CSLP II privilégie, la mise en œuvre de cet outil ne sera pleinement assurée que quand tous les financements prévus, surtout ceux qui sont investis par les opérateurs économiques privés et étrangers se seront effectivement inscrits dans cette dynamique.

Au niveau de la province Kayanza, la présente revue a pu identifier pour chaque axe stratégique, les principaux défis, auxquels les acteurs en charge de la mise en œuvre du CSLP II à travers les PCDC II doivent faire face. Les

résultats des deux premières années semblent encore faibles et même difficilement rattachés au contenu du CSLP II, notamment au niveau des indicateurs et taux correspondants à atteindre.

4.4.2. Recommandations

Avant la formulation de ses recommandations, l'étude rappelle le tout premier principe de base, de mise en œuvre du CSLP II et de son évaluation. Celui-ci repose sur l'appropriation et l'affirmation du leadership dans la coordination de toutes les actions y relatives par le Burundi et à tous les niveaux de responsabilité et de décision.

Ceci ne semble pas être entièrement acquis eu égard aux comportements et attitudes observés au cours de la mission, de la part de certains acteurs clés supposés jouer le rôle d'encadreurs tant dans la mise en œuvre du CSLP II que dans son suivi-évaluation.

En conséquence, l'étude formule à l'endroit des principaux acteurs en charge de la mise en œuvre des outils de planification et de gestion du développement, les recommandations suivantes :

1. Au Gouvernement du Burundi et à ses partenaires techniques et financiers.

- (ii) D'assurer un cadrage temporel au cours des processus d'élaboration des CSLP et des PCDC en vue d'une véritable adaptation du CSLP aux véritables besoins des populations au niveau des communes. De cette manière, la période de mise en œuvre du CSLP sera la même que celle d'exécution des PCDC correspondants. L'évaluation et le suivi-évaluation des deux outils seront ainsi plus aisés.
- (iii) De veiller au développement harmonieux de toutes les entités décentralisées du Pays par une répartition équitable des appuis techniques et financiers en provenance de l'intérieur et de l'extérieur

dans l'accompagnement des communes pour la mise en œuvre de leurs PCDC

- (III) De garantir toutes les conditions nécessaires de mobilisation, de gestion et d'utilisation rationnelle des ressources financières estimées pour la mise en œuvre du CSLP II et des PCDC correspondants.
- (iv) De mettre un accent particulier sur la mise en œuvre conséquente et cohérente de l'Axe Stratégique n°2, considéré à juste titre comme le plus grand pilier de la croissance économique au Burundi. Il permet en effet d'une part au Pays de disposer de ressources par le biais des taxes et impôts qu'il percevra et la création d'emplois d'autre part, assurant à la population l'accès aux revenus monétaires en contrepartie du travail fourni.
- (v) De fournir des efforts pour que l'accès des populations aux revenus soit une réalité. Ceci leur permettra de contribuer au développement de certains autres secteurs du même axe comme l'agriculture et l'élevage, le commerce, l'artisanat, l'accès aux technologies d'information et de communication et aux infrastructures économiques comme l'alimentation en électricité.
- (vi) De mettre fin à la tendance des deux premières années de mise en œuvre du CSLP II tracées au départ. Les financements sont encore plus orientés vers l'Axe Stratégique n°3 au détriment de l'Axe Stratégique n°2. Dans la conception du CSLP II, ça devrait être l'inverse pour les raisons notamment ci- haut indiquées.

2. A l'autorité provinciale et aux services techniques déconcentrés de l'Etat.

- (i) Une plus grande maîtrise des contenus du CSLP II et des PCDC II de chacune des 9 Communes de la Province par les autorités de la province ainsi que tous les responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat.

- (ii) La production d'un document de vision du développement de la Province de Kayanza correspondant à la synthèse des PCDC des Communes pour la période du CSLP. La Province se doterait chaque année avec le concours de toutes les compétences dont elle dispose d'un plan de travail et d'un budget annuel (PTBA) pour dégager les interventions prévues en termes de mise en œuvre des PCDC. Des évaluations trimestrielles, semestrielles et annuelles seraient opérées sur la mise en place du PTBA de la Province sous la responsabilité du Comité Provincial de Développement Communautaire. Elles seraient consignées dans des rapports à produire aussi périodiquement à cet effet.

La mise en place de ce dernier organe est en effet instruit par l'Ordonnance Ministérielle N°740/CAB du 24 Octobre 2013 portant Création, Organisation et Fonctionnement des Comités Collinaires, Communaux et Provinciaux de Développement Communautaire.

- (iii) Une implication plus soutenue dans la mise en œuvre des actions prioritaires proposées dans la feuille de route portée dans le Rapport.

3. Aux autorités communales

- (i) De jouer leur rôle d'animation et d'encadrement de tout le processus entièrement inclusif de planification, d'exécution, d'évaluation et de suivi-évaluation du développement des communautés dont elles sont responsables.
- (ii) D'être réalistes dans la planification du développement de leurs entités respectives par l'identification de choix prioritaires prenant en compte les ressources financières endogènes et exogènes qu'elles peuvent effectivement mobiliser.
- (iii) D'assurer une communication plus soutenue en direction des représentants de la population sur les résultats atteints dans la mise en œuvre des Plans Annuels d'Investissement produits chaque année

pour dégager avec eux les contraintes rencontrées et les perspectives d'avenir pour de meilleures performances du PAI de l'année suivante.

- (iv) D'engager une véritable compétition entre les zones de la Commune dans la mise en œuvre du PAI et primer par axe stratégique l'entité ayant atteint les meilleurs résultats. Les critères d'évaluation devront être simples et facilement quantifiables et observables.

4. Aux populations des communes et à la société civile

- (i) De développer beaucoup plus leur droit de participation au processus de planification, de gestion et de suivi-évaluation de leur développement directement par elles-mêmes au niveau des collines et par le biais de leurs représentants au niveau de la zone et au niveau de la commune à travers les CDC et les CCDC ainsi que les organisations de la société civile.
- (ii) D'engager une réflexion sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour encourager les bonnes initiatives qui sont prises par leurs représentants à travers les CDC et les CCDC afin que leur temps et leurs moyens consacrés à la défense et à la sauvegarde des intérêts de la communauté et de la collectivité puissent trouver une compensation.
- (iii) D'engager toute initiative de contact avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du CSLP II aux différents niveaux tout au long de la période de son exécution.
- (iv) De mettre en place des mécanismes d'assurer le suivi de la mise en œuvre des différentes recommandations formulées à l'issue de l'étude de même que toutes les suggestions avancées dans le Rapport pour de meilleurs résultats du CSLP II et des PCDC.
- (v) D'initier un travail d'évaluation par une équipe indépendante des PCDC en tant qu'instrument de planification et de gestion du développement institutionnalisé dans les communes du Burundi depuis plus de 6 ans.